

# Espace montagnard : mutations et permanences. Cas de la Kabylie de la région du Djurdjura

*Mobamed Brabim SALHI\**

## I- L'espace montagnard un espace de conservation ?

Le milieu montagneux algérien est d'une diversité incontestable. Cette dernière est certainement physique mais aussi économique sociale et culturelle. La trajectoire historique est, par ailleurs, un élément de différenciation, notamment dans l'histoire de l'accès aux modernisations, au courant du 20<sup>ème</sup> siècle. Les dynamismes différentiels apparaissent lorsqu'on met en perspective les modes d'appropriation et de captage des ressources, des biens et des savoirs, dont les communautés montagnardes ont pu disposer.

De plus historiquement il convient de relever les démarches particulières de chaque société pour résoudre une tension entre conditions physiques et configurations des terroirs et pression des facteurs humains. Les terroirs en question, sont souvent étroits, en ce sens que les espaces réellement occupés par les populations ne recouvrent jamais la totalité de l'espace montagneux<sup>1</sup>. Il y aurait une sorte d'ingéniosité particulière qui permet à ces sociétés de traverser le siècle et de survivre.

Mais l'image d'Epinal qui structure la représentation de l'espace montagneux et des sociétés montagnardes est largement dominée par le paradigme de la conservation ou du conservatisme. La montagne algérienne serait une sorte de glacis sociologique qui est sinon rebelle au changement du moins très périphérique aux mouvements de transformations économiques et sociaux très visibles et rapides en milieu urbain et de plaine.

La folklorisation des modes de vie participe largement à une stigmatisation de ces milieux. Pourtant si on prend le soin de bien observer les milieux en question, il n'est pas acquis qu'il soit forcément en marge des changements socio-économiques. Mais, sans doute, ils ne sont pas tous affectés de la même manière. En même temps il faut constater, à travers de multiples indices, que sur le plan sociologique les changements en cours, depuis une décennie, favorisent une réhabilitation des espaces montagneux comme espace-refuge dans une situation de crise. De plus une forte réactivation de la tradition indique que les sociétés montagnardes fabriquent des matrices qui permettent de donner sens aux changements. Il s'agit de comprendre comment cela est possible et qu'induisent concrètement ces changements dans les destinées des groupes concernés.

---

\* Sociologue, Département d'Architecture, Université de Tizi-Ouzou / Chercheur associé au CRASC.

<sup>1</sup> Abdelkader Khelil. La société montagnarde en question. Alger, ANEP, 2000. p. p. 21-39.

Le cas d'un espace montagneux kabyle, la région du Djurdjura, a pour objectif de souligner très précisément les logiques et les dynamismes en cours dans cette région. Ces dernières peuvent être endogènes ou exogènes (insufflées notamment par des actions de modernisation).

Pour répondre à ces questions nous allons présenter de façon la plus précise possible une somme de données qui constituent un sol empirique pour une deuxième partie analytique.

## **II- Société montagnarde et modernisations : Une zone de montagne en Kabylie : la région du Djurdjura.**

### ***II-1- Présentation du terrain d'enquête.***

Il s'agit de la zone qui correspond aux Daïras de Aïn El Hammam et Iferrhouné à respectivement 50 et 70 kms au sud est du chef lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou. Ces deux Daïras de montagne présentent le profil typique de régions montagneuses enclavées, accidentées, mais aussi fortement peuplées. Cette zone représente la couronne centrale du Djurdjura. Elle est centrée sur la seule agglomération urbaine de petite taille dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres avant Larba Nath Irathen et 70 kms avant Tizi-Ouzou, avec lesquelles elle a toujours entretenu des relations très denses.

Cette région, si on s'en tient aux données statistiques, est relativement pauvre au regard de ses ressources et des possibilités de développement endogènes. Historiquement les populations de cette région ont avant la fin du 19<sup>e</sup> siècle tiré un meilleur parti des ressources locales. Le tissage célèbre des Aït-Hichem, le travail du bois de la région d'Iferrhouné, ont représenté le potentiel le plus important au plan économique. Le commerce puis l'émigration moderne ont ensuite relayé des activités traditionnelles en déclin. L'accès au savoir moderne, très différentiel, puis les efforts de modernisation à partir des années 70 vont modifier les contours de cette région.

L'image de la montagne sous équipée, délaissée, réservoir d'une main-d'œuvre peu qualifiée, s'estompe considérablement. La rentabilité de l'émigration par un flux de transferts d'argent (année 60-70) épaula une dynamique de modernisation dont la transformation du cadre bâti témoigne. Les années 80 confortent cette tendance. Ensuite les destinées changent. La redistribution des ressources par le haut devient aléatoire. Les flux humains vers les villes algériennes et l'émigration, véritables soupapes de sécurité ne sont plus des alternatives. La saturation d'un pôle régional comme Tizi-Ouzou et la fermeture progressive des unités économiques et de services publics, et l'indisponibilité du logement, renvoient les flux vers l'intérieur montagneux.

L'équation se complique avec une très forte présence de jeunes sans emploi, de surcroît diplômés ou en tout cas dotés le plus souvent d'une formation, au sein même des constellations villageoises et de façon permanente. Toute la décennie 90/2000 est celle de la gestion de cette tension qui peut malheureusement déboucher sur un débordement des cadres communautaires,

réactivés et maintenus en vie vaille que vaille, par cette catégorie de la population.

Beaucoup d'indices sont déjà très alarmants dans le RGPH de 1998. L'observation et l'enquête de terrain décèlent des attentes et des aspirations qu'objectivement ce milieu est potentiellement dans l'incapacité de prolonger par des actions et des offres à leur mesure.

Enfin des paradoxes apparaissent dans le vécu de cette société montagnarde kabyle. Malgré toute la précarité économique et sociale en progression, des signes ostentatoires de richesse sont frappants. Le renouvellement et le développement de l'habitat moderne nouveau et l'étirement des villages au delà de leur territoire traditionnel et une densité exceptionnelle des moyens de transport notamment les véhicules particuliers et de transport de voyageurs, indiquent l'existence d'un ressort encore en œuvre : la rente constituée par le transfert des pensions et retraites.

Précisément cet aspect tout en maintenant un certain standing de cette région montagneuse, pour au moins un bon tiers de sa population, est aussi la source d'une inquiétude exprimée par les personnes enquêtées : il s'agit d'un filon en extinction car c'est le fruit d'une génération d'émigrés en voie de disparition à savoir ceux qui sont revenus ou ont encore une famille sur place. On sait que cette catégorie d'émigrés est actuellement loin d'être dominante. Au total les horizons sur le moyen terme sont complètement obérés. Le paradoxe dont nous avons parlé est trompeur et ce milieu montagneux donne ainsi l'impression d'une insupportable vie au jour le jour.

Cependant en quittant le langage des chiffres, et en essayant de repérer les atouts potentiels de ce milieu il y a au moins un facteur incontestable de dynamisme : les communautés villageoises mais aussi les acteurs du milieu local n'ont pas renoncé à mettre en place des instruments qui leur permettent de rester en prise sur les mutations d'une part et à continuer à capter du savoir pourtant fortement délégitimé parce qu'il constitue de moins en moins sinon un vecteur d'ascension sociale tout au moins un solide moyen d'accès au travail et des ressources stables.

Dans cette région du Djurdjura que nous avons enquêtée nous avons été très fortement surpris, dans la morosité sociale de la fin du 20<sup>e</sup> siècle, par cette débauche d'énergie pour gérer le quotidien et répondre aux multiples attentes des populations en l'absence des ressources assurées par les subventions publiques de plus en plus rares (voir infra).

## ***II-2. La Daïra d'Iferhounéne.***

Constituée de 3 communes montagneuses, cette région nous semble être un cas typique de zones enclavées, de grande densité humaine, d'une faible potentialité sur le plan économique, mais où la modernisation est visible sur les plans administratifs et éducatifs. De plus nos enquêtes de terrain témoignent d'une vitalité très inégale des communautés villageoises. En effet la prise en charge de la gestion des villages, avec mobilisation de ressources, notamment

dans l'émigration ou les réseaux commerciaux des villageois installés dans les villes, n'est pas systématiquement sensibles partout. Mais tous les villages se dotent d'outils d'intervention de type communautaire : comité de village.

### *II-2-1. -Fiche de présentation de la commune d'Iferhounéne <sup>2</sup>.*

Située à 60kms du chef de Wilaya (2 heures de route en raison du relief) et 10kms de Aïn El Hammam, cette commune est, en général accessible, grâce à un réseau routier très correctement entretenu, sauf pour certains villages enclavés, vers le flanc nord du Djurdjura.

Superficie : 3337,5 ha.

Densité en 1992/93 : 433 habts/m<sup>2</sup>.

Population totale en 1987 : 12 256 habitants.

Population totale en 1998 : 14 535 habitants.

L'armature villageoise est constituée de 23 villages. Iferhounéne est ACL avec 1647 habitants en 1987 et 2348 en 2000 (estimation). Iferhounéne est en fait un gros bourg rural et n'a pas rang d'agglomération urbaine. Il est par ailleurs chef lieu de Daïra.

Dans son ensemble la commune, est économiquement dépourvue de potentialités réellement exprimées. Traditionnellement cette région était une grande poche des métiers du bois (ustensiles de toute sorte) et de tissage, mais ces activités ont totalement périclité et, dans les années 90, il ne subsiste guère que quelques artisans isolés, et le tissage n'est pratiqué que pour les besoins domestiques et cela n'est pas systématique.

L'agriculture n'est pas non plus une activité économique significative. En effet la S A U est de 458 ha, soit 13,3% de la superficie totale de la commune. Cela donne en moyenne 320m<sup>2</sup>/habitant. Les propriétés sont exiguës et surtout très dispersées. Elles n'occupent que 3,5% des actifs en 1987 et 4,8% en 1998. En revanche, dans les années 90, l'activité avicole s'y développe de façon significative (6,5 millions d'œufs et 580 quintaux de viande blanche)<sup>3</sup> et la production est écoulée dans la wilaya de Tizi-Ouzou. De la même façon on relève la persistance d'un petit élevage destiné essentiellement à l'auto-consommation<sup>4</sup>.

L'activité industrielle est pratiquement inexistante si on excepte une dizaine de micro entreprises de BTP et d'extraction d'agrégats<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> Sources : RGPH 1987, RGPH 1998, Monographie de la Wilaya de Tizi-Ouzou 1988, Rapport final de l'étude CNEAP/Wilaya de T. O. /Université de T. O. : Les entraves au développement local. 1993. PDAU de la Commune D'Iferhounéne. 1996/97. Enquêtes de terrain, 1998, 2000, 2002 (mai-juin).

<sup>3</sup> Rapport Entraves au développement, op. cit.

<sup>4</sup> 2031 têtes d'ovins, 937 têtes de caprins et 480 têtes de bovins. Rapport op. cit.

<sup>5</sup> Chiffre de 1992/93 in Rapport op. cit. Mais nos propres observations en 2000/2001/2002, nous permettent d'affirmer que l'activité d'extraction de pierre de taille est assez florissante, et l'on peut penser qu'elle s'exerce hors de toute réglementation. Cela est tout à fait visible tout au long des voies mécaniques.

Globalement la structure de l'emploi est la suivante :

En 1987 67,84% de la population occupée l'est dans les activités de service (administration) et le commerce, 3,5% dans l'agriculture, 20,5% dans le BTP et 8,5% dans l'industrie.

En 1998, 4,8% des occupés le sont dans l'agriculture, 29,06% dans l'administration, 5,6% dans l'industrie, 0,9% dans le BTP (ce qui indique un gros recul par rapport à 1987) 14,16% dans le commerce, 5,9% dans le transport<sup>6</sup>, 23% sont classés dans la rubrique autres services. Dans le fond la structure de l'emploi demeure stable par rapport à 1987, puisque 66% des occupés le sont dans le commerce, l'administration et les services. Il faut cependant relever que dans les services, de nouvelles activités liées au retour vers les villages de jeunes diplômés apparaissent nettement à l'observation<sup>7</sup>.

En revanche la chute du BTP dans cette commune est très significative de la fin de la politique d'intervention de l'Etat en matière de réalisation de logements avec la liquidation des EPL qui étaient pourvoyeuses d'emplois (sur la Wilaya en général). A cet égard le taux de chômage estimé en 1995/96 avoisine les 47%, ce qui est énorme comparé à celui de la wilaya qui se situe entre 25 et 30%. Enfin l'émigration demeure pourvoyeuse de ressources mais cela est inégal d'un village à un autre. De plus il faut s'interroger sur la situation à moyen terme puisque, selon nos informations, le gros des revenus de cette catégorie est constitué par le transfert des retraites (plutôt par des voies informelles que par le réseau institutionnel).

La commune montagnaise d'Iferhounéne présente, cependant, le profil d'une zone où l'action de modernisation des années 80 à début 90, a eu un impact significatif. Les liaisons routières y sont relativement correctes, et les villages sont quasiment tous électrifiés, raccordés à un réseau AEP et d'assainissement et le téléphone sans être systématique est tout même accessible, au moins dans le chef lieu et les agglomérations proches du chef lieu. On notera que le gros de l'énergie des comités de village porte sur la captation de sources<sup>8</sup>.

Autre signe d'une bonne captation de la modernisation par le haut : les infrastructures scolaires. 13 écoles primaires (une pour chaque grosse agglomération de villages ou hameaux, mais accessibles sans parcourir de grandes distances) existent et fonctionnent dans cette commune de montagne. Un CEM, un Lycée, un Technicum, un CFPA, sont implantés au chef lieu de la commune.

Le taux de scolarisation en 1998 pour la tranche 6-14ans est 91,5%, légèrement au dessus de la moyenne pour la Wilaya de Tizi-Ouzou (90,3%), il

---

<sup>6</sup> Le transport de voyageurs a en effet connu un boom à partir de 1992/93 avec l'ouverture des lignes de transport par micro-bus.

<sup>7</sup> Ce que nous étudierons avec plus de détails dans la suite de la recherche en cours.

<sup>8</sup> Voir des détails dans notre rapport à venir où nous présenterons des résultats du travail de terrain.

est de 90,7% pour la tranche 6-15ans (89,2% pour la wilaya). Il faut remarquer que la scolarisation a tendance à baisser après le cycle fondamental.

Cependant le taux d'analphabétisme de la tranche 10 ans et plus dans la population totale est de 33,9%, nettement au dessus du taux pour la Wilaya (29,1%). Dans cette commune de montagne 46% des femmes de 10 ans et plus sont analphabètes (39% pour la wilaya), tandis les hommes le sont dans une proportion de 21% (18% pour la wilaya). Il s'agit donc d'un problème réel dont nous remonterons l'histoire plus loin dans ce chapitre. Cependant on notera une très grande avancée de l'encadrement scolaire dans ce milieu pourtant très enclavé. Par ailleurs en 1998, 349 citoyens de cette commune ont fait un cycle universitaire. Il s'agit de savoir comment se négocie leur réinsertion localement, dans la mesure où très souvent, dans la situation de crise actuelle, c'est leurs village et commune d'origine qui constituent les premiers espaces d'attente après leur formation<sup>9</sup>.

La commune d'Iferhounène est dotée de trois centres de santé ruraux et d'une polyclinique.

Enfin la situation de l'habitat témoigne d'un cas type en milieu montagneux. L'essentiel de l'habitat est villageois, de type traditionnel très souvent rénové. Les programmes publics sont insignifiants (120 logements en tout). L'auto construction est le mode le plus répandu, avec un grand dynamisme puisque, plus d'une centaine de permis de construire ont été déposés en moins de 10 ans (1987-1996).

L'apport de l'émigration se matérialise dans ce créneau. Si le TOL est de l'ordre de 8 dans certains villages, il varie entre 4 et 6 sur toute la commune. Cela indique en fait que beaucoup de logements et de maisons ne sont pas occupés ou le sont épisodiquement (2 mois sur 12 au moment des vacances d'été) par leurs propriétaires émigrés ou installés dans une ville algérienne. Ainsi en 1998, 20% des logements de la commune sont inoccupés.

### ***II-2- Présentation de la commune d'ILLILTEN<sup>10</sup>.***

Cette commune est la plus proche du flanc nord du Djurdjura, et, elle est très proche de la Wilaya de Bédjaïa, notamment d' Akbou. Elle est située à 18kms environ du chef lieu de Daïra et à plus 75 kms de Tizi-Ouzou (environ 2 heures et 30 mn de route).

Le territoire de la commune est relativement bien boisé. Une chose est frappante de prime abord, c'est la vitalité de la construction tout au long des voies mécaniques. Ce nouveau trait de l'implantation de l'habitat ne tient pas seulement à la recherche d'une rentabilité des constructions (commerce) ou même de l'accès aux voies de communication. Il nous semble plausible, après observation de ce phénomène (généralisé en Kabylie montagneuse) que c'est la préservation des espaces vitaux utiles (terrains agricoles rares et étroits) qui

---

<sup>9</sup> Voir des éléments d'analyse dans nos articles cités en référence dans la bibliographie du rapport de ce PNR.

<sup>10</sup> Mêmes sources que celles citées pour Iferhounène et PDAU de la commune d'Illiltén.

incitent à la construction sur les pentes en contre-bas et/ou à flanc, le long des routes. De plus, sans avoir besoin de recourir à des documents chiffrés, les types architecturaux des maisons indiquent qu'elles appartiennent en général à des émigrés ou des commerçants du cru installés en ville. En 1998, 33% des habitations de la commune sont inoccupées. Ce n'est pas le taux le plus élevé dans la wilaya de Tizi-Ouzou (où en moyenne 27% des logements sont inoccupés). En outre en moins de 10 ans (87/95) près de 700 permis de construire ont été délivrés.

Superficie de la commune : 2683ha.

Densité en 1993 : 428habitants/m<sup>2</sup>.

Population en 1987 : 10147habitants

Population en 1998 : 10 347habitants.

Le chef lieu de commune est une bourgade rurale entourée de 3 gros villages. Souk El Had est à l'origine l'emplacement du souk hebdomadaire. L'ACL comptait 490 hts en 1987 et 755 hts en 2000. La commune est composée de 12 villages (sans Souk El Had).

Sur le plan économique, cette commune montagnaise adossée au flanc nord du Djurdjura présente un profil très modeste.

L'agriculture : SAU = 481ha soit 18% du total de la superficie de la commune. Ce qui représente 400m<sup>2</sup>//hbt et 2,2%de l'emploi total en 1987 et 0,99%en 1998. Micro propriétés et terrains accidentés limitent cette activité à un niveau très bas. Le peu d'arboriculture encore pratiquée (cerises figues et olives notamment) est destinée principalement à l'autoconsommation. L'aviculture tentée, un court moment disparaît à la fin des années 90. Il reste en revanche une activité d'élevage relativement importante : 1734 têtes d'ovins, 1889 têtes de bovins et 281 de caprins.

Les activités artisanales (tissage et bois) ont disparu et l'activité industrielle se réduit à 6 petites unités de BTP et de production de parpaings.

En somme cette commune de montagne ne vit que des revenus de l'émigration, et des emplois administratifs (APC, écoles, centre de santé...) et du commerce de détails (65%en 1987 pour les deux secteurs). En 1998, la place de l'emploi dans l'agriculture est de 0,99%, les services et le commerce occupent 41,31% de la population active, l'administration 29,71%, le transport (secteur en expansion) 4,98%, le BTP régresse à 0,88% contre 23%en 1987, et les emplois dans l'industrie occupent 2,6%de population active contre 8% en 1987. Le taux de chômage est très élevé et estimé à environ 50%. Ce qui constitue un regrettable record pour le moins.

Mais là aussi la modernisation entreprise par l'Etat est perceptible dans l'encadrement scolaire et l'état général des équipements de base. L'électrification est réalisée à 100%, les réseaux AEP et d'assainissement sont mis en place dans l'ensemble de la commune.

Tous les villages, sauf un disposent d'une école primaire. La commune est dotée d'un Lycée et d'un CEM.

Le taux de scolarisation pour les 6-14 ans est de 90,1% en 1998, celui des 6-15 ans de 89% et le taux d'analphabétisme pour la population de 10 ans et plus est de 36%. Les femmes sont plus touchées par l'analphabétisme (50% l'un des plus élevés de la Wilaya) que les hommes (21%).

Nos enquêtes nous ont permis de constater un réel dynamisme dans les villages où l'émigration et les migrations internes sont productives, c'est à dire qu'elles mobilisent des ressources au profit de projets initiés par les villageois.

### ***II-2-3- Présentation de la commune d'Imesouhal<sup>11</sup>.***

Cette commune est d'un profil différent dans la mesure où elle dispose en aval de terres situées en plaine (vallée de l'Oued Boubehir).

Superficie de la commune : 2469ha.

Densité en 1993 313habts/m<sup>2</sup>.

Population en 1987 : 6711habitants.

Population en 1998 : 7530habitants.

Population au chef lieu (Agouni ouadellah -Ahfir) : 379 en 1987 et 518 en 2000.

Le nombre de villages hors ACL, est de 16.

La SAU est 782ha soit 31,7% de la superficie de la commune. Ce qui donne 1000m<sup>2</sup> en moyenne par habitant. En 1987 l'agriculture occupe 7,4% de la population active. Mais ce taux régresse en 1998 à 4,3%. En fait l'activité agricole qui dispose d'un potentiel n'a connu aucun investissement sérieux et il n'y a pas de véritables exploitations agricoles. La modernisation dans ce secteur est un vain mot dans cette commune. Le gros de la production est constitué par l'arboriculture et est destiné à l'autoconsommation. En revanche deux huileries modernes et une traditionnelle étoffent le secteur de la production en aval.

L'élevage pour sa part occupe une place modeste (1418 têtes d'ovins, 672 de caprins, et 301 d'ovins en 1993).

La structure de l'emploi pour 1987 (hors agriculture) : Administration, commerce et services : 71%, Industrie : 12%, BTP : 10%.

En 1998 la structure de l'emploi se présente ainsi : Administration : 35%. Industrie : 9%. BTP : 0,72%. Commerce : 9,5%. Transport : 6 ; 28%. Autres services : 17%. Agriculture : 4,3%.

Comme pour les deux précédentes communes l'état d'équipement de la commune est relativement bon (électrification généralisée, réseaux AEP et assainissement réalisés,).

L'infrastructure scolaire est de huit écoles primaires, un CEM et une annexe de Lycée. Le taux de scolarisation est de 85%, et l'analphabétisme touche 36% de la population de 10ans et plus. Les femmes sont plus touchées que les hommes (47% contre 24%).

---

<sup>11</sup> Mêmes sources citées pour Iferhounéne et PDAU de la Commune d'Imesouhal.



La situation de l'habitat est similaire dans la mesure où toutes les opérations de construction sont privées. Le TOL varie de 2 à 6 suivant les villages et en moyenne il est de 4% pour la commune (1995/96) ; 41% des habitations sont inoccupées en 1998. Là aussi les résidences des migrants et des émigrés occupent une place importante dans ce parc immobilier vide.

### **III- La daïra de Aïn El Hammam.**

#### ***III-1. Le poids de l'histoire.***

Constituée de trois communes, le territoire de la daïra présente une continuité autour du chef lieu Aïn-El- Hammam. En effet, cette agglomération qui présente les caractéristiques d'une petite ville de montagne (fonction de commandement, densité des services et des commerces.... ) ne semble pas se détacher de son environnement villageois qui l'enserme. L'étirement de cette agglomération se fait en direction des grosses constellations de villages en suivant les voies mécaniques. Le développement de l'axe urbain central de Aïn-El-Hammam rejoint la commune d'Abi youcef à l'Est et celles d'Aït-Yahia à l'Ouest.

En réalité, l'atrophie des chefs lieux de ces deux communes de montagne recentre la totalité des flux sur Aïn-El-Hammam qui apparaît ainsi comme le véritable centre névralgique de tout ce bloc central dans le Djurdjura.

Une permanence de l'architecture coloniale en matière de découpage administratif apparaît très nettement. En effet après le démantèlement de la grosse confédération des Aït-Menguelat, l'une des plus importantes en Grande-Kabylie, tout le bloc montagneux sera organisé autour de 11 douars ayant pour centre de commandement la grande commune mixte du Djurdjura et Michelet (Aïn-El-Hammam) comme chef lieu.

En 1950, cette commune mixte englobe tout le territoire adossé au flanc nord du Djurdjura. Elle est d'une densité démographique très importante : 81 666 habitants sur une superficie de 33 237 ha soit 245 habts/ km<sup>2</sup>. En enlevant les deux douars des Wacifs et des Aït-Sedka (aujourd'hui rattaché aux Daïras des Wacifs et de Ouadhias) nous retrouvons la configuration actuelle des deux daïras étudiées ici, à savoir Aïn-El-Hammam et Iferhounéne.

En 1881, le centre administratif de Michelet est mis en place, polarisant, avec le marché hebdomadaire (le Mardi), cette constellation de 80 gros villages. Cette situation va se conforter avec l'ouverture de l'hôpital à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle début 20<sup>ème</sup>. D'abord dispensaire tenu par les Sœurs Blanches, cette structure de santé prend l'envergure d'un établissement de santé régional rayonnant jusqu'à 1950-1960 sur la région de Larba N'Aït Irathen à l'Est.

Pour autant, le poids de Michelet dans son environnement restera toujours très relatif. Sur le plan démographique d'abord, car le centre administratif moderne est d'un poids négligeable par rapport aux populations villageoises qui l'entourent. Sur le plan social et politique ensuite dans la mesure où les réalités et les dynamiques villageoises débordent très nettement le centre moderne qui

n'impose jamais sa prédominance et ne régule pas son environnement. L'aspect le plus frappant est l'accès au savoir qui se trouve dans toute la période 1900-1960 réparti sur l'ensemble de la constellation villageoise et non pas monopolisé par Michelet. Au plan économique ce groupe montagnoux formé par les trois anciens douars de la C. M. (commune mixte) du Djurdjura (actuellement daïra d'Aïn-El-Hammam) rejoint les destinées globales de cette grande région du Djurdjura.

Les ressources naturelles y sont rares, les propriétés sont morcelées, et les facteurs d'équilibre relatif constitués par les activités artisanales vont connaître sous l'empire de l'avancée de l'économie coloniale une très forte érosion.

Il convient de reprendre ce point avec plus de détails. Les évolutions récentes tout en indiquant des avancées certaines en matière de modernisation, en particulier au cours des années 70/80, montrent aussi des traits de permanence. Le plus frappant de ces traits reste incontestablement l'absence de ressources internes et une tendance à négliger les ressources du terroir potentiellement exploitables au profit de ressources exogènes comme les rentes de l'émigration, des migrations ouvrières ou commerçantes et des revenus du salariat du tertiaire fortement mises à l'épreuve depuis le tournant des années 90. Mais à la différence des années 50 à 80, les flux vers l'extérieur se tarissent et le milieu villageois devient un espace non plus de retour occasionnel mais de résidence permanente. Comme nous aurons à l'expliquer cet espace est considéré, en raison de sa précarité économique, comme un espace d'attente ou un espace refuge en particulier pour les jeunes sans emploi et pour ceux qui perdent leur emploi tout au long de la décennie 90. L'image de ces villages de montagne vivant au ralenti une bonne partie de l'année et se réanimant l'été à l'occasion des retours n'est plus totalement opérante.

Cette situation, observable, reconstruit un autre type de vécu et de nouvelles formes de sociabilité qui irriguent de nouvelles dynamiques et des tensions qualitativement différentes de celles qui sont repérables avant les années 90.

Concrètement, on peut estimer que la situation économique et sociale dans les années 50-60 peut être dépeinte ainsi<sup>12</sup> :

Pour l'ensemble des 11 anciens douars du Djurdjura la moyenne des propriétés agricoles est de l'ordre de 3 ha. Mais il faut tenir compte du fait qu'à plus de 90% ces propriétés sont situées sur des terrains fortement accidentés. 4700 propriétés sont recensées sur les 11 douars. Si ce secteur principalement constitué par l'arboriculture est un appoint pour les budgets familiaux et la consommation domestique il est très largement dépendant, pour son entretien, des revenus provenant des salaires et à ce titre ne peut pas être considéré comme une ressource assurée pour ces populations montagnardes.

---

<sup>12</sup> A partir de synthèses des rapports administratifs de l'époque notamment Monographies de la C. M. du Djurdjura, 1948, 1952. Les chiffres donnés dans ce rapport sont le fruit d'un travail de recoupement.

Globalement au tournant des années 50 cette grande région montagneuse englobée par la C. M. du Djurdjura est très nettement prolétarisée : près de 52% des actifs (6476/ 12 464 actifs) sont ouvriers dont environ 15% en France, 12% dans l'industrie en Algérie, et 25 % dans l'agriculture en Algérie.

La grosse boucle que nous étudions à savoir les communes de Aïn El Hammam, Aït-Yahia et Abi Youcef et Akbils présente un profil davantage plus prolétarisé puisque près de 60 % ( 2787/4662) des actifs sont ouvriers dans l'industrie en France ou en Algérie et ouvriers agricoles. Dans ce groupe les Akbils (actuelle commune d'Akbils) sont légèrement moins prolétarisés (43%) que leurs voisins.

La région globale que nous étudions dans ce rapport c'est à dire les deux daïras d'Iferhounéne et d'Aïn El Hammam, était au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, peu avant l'indépendance du pays une zone de forte prolétarisation puisqu'à 58% environ des revenus des populations provenaient des migrations et de l'émigration ouvrières.

Deux grosses poches de forte prolétarisation apparaissent dans cette configuration montagneuse : Aït-Yahia à l'est de Aïn El Hammam et Itouragh à l'ouest sur le territoire de la daïra d'Iferhounéne. Ces deux zones sont respectivement prolétarisées à 67% et 74%.

En somme ce groupe montagnard au centre de la région du Djurdjura est relativement l'un des plus intégrés à l'économie coloniale et le plus ouvert vers l'extérieur en raison des flux migratoires très denses et donc d'une très forte dépendance des ressources extérieures pour sa survie. Il faut noter que cette photographie recouvre le délabrement d'un tissu artisanal très actif au début du 20<sup>ème</sup> siècle.

Ainsi les Aït-Yahia disposaient jusqu'à la seconde guerre mondiale d'un secteur de tissage assez florissant basé essentiellement chez les Aït-Hichem et d'une activité de travail du bois étalée sur l'ensemble de cette région. Le colportage constituait traditionnellement un excellent vecteur de commercialisation de ces produits outre le fait qu'ils répondaient à des besoins locaux assez importants en l'absence d'autres produits concurrents.

Cette situation va commencer à changer au détriment des savoirs-faire et de la production locale à partir de 1880-1890. Les produits coloniaux, notamment les ustensiles en métal et les textiles industriels, vont rapidement se substituer aux produits locaux. Si les Aït-Hichem conservent leur activité de tissage grâce à une transmission inter-générationnelle du savoir-faire, assurée par l'ouvrier des missionnaires de la localité de Waghzen et une école de formation au sein même du village. Les autres activités, celles du bois en particulier, périclitent.

Notons que nos enquêtes permettent d'établir qu'en 2001-2002, les Aït-Hichem conservent une très forte densité de production dans le tissage. On peut, au vu de nos observations, estimer que toutes les familles de ce gros village des Aït-Yahia disposent d'un métier à tisser et que pour 160 à 180 familles les revenus tirés de la vente des produits du tissage constituent un appoint important dans les revenus. Quant à l'activité du bois, elle est encore

pratiquée par une toute petite corporation localisée pour l'essentiel dans la région boisée à l'est d'Iferhounéne. Une petite dizaine de familles y tire de très maigres revenus avec des moyens de fortune. Nous avons pu constater que l'outillage est rudimentaire et manuel et que les aides ou prêts publics ne concernent pas ce secteur.

En fait c'est le salariat qui va se généraliser et aider à la sauvegarde de l'ordre villageois dans ce pays de montagne. Les mobilités vont en effet, par un transfert important de ressources, aider les communautés locales à entretenir leur propriété puis à améliorer les conditions d'habitat.

De fait, on peut considérer que c'est à partir du début du 20<sup>ème</sup> siècle que le recours aux salaires s'installe comme un facteur central dans la vie de ces communautés de montagne.

Au début des années 50, le produit des rentes (pensions et retraites) pèse déjà pour un tiers dans la structure des revenus pour l'ensemble des 11 douars de la région du Djurdjura. En effet 30 % des revenus proviennent de ces pensions et retraites. Variables d'un groupe villageois à un autre, ces ressources constituent dans certains cas jusqu'à 60% des revenus (Illilten).

Dés cette époque on voit déjà se profiler le poids des migrations et de l'émigration dans cette région de montagne qui restera une constante jusqu'à aujourd'hui. Il n'est pas hasardeux de penser que le gros des transformations dans l'habitat tient à cette rente. Les années 70/80 avec un meilleur accès à l'emploi localement corrigent quelque peu cette tendance sans jamais l'infléchir totalement. Les années 90 auront pour leur part rétabli la prééminence de ce type de revenu mais dans une situation de fortes spéculations sur les taux de change et surtout sur un recyclage dans le commerce et le foncier urbain.

Précisément le commerce, contrairement aux apparences actuelles, n'était pas jusqu'aux années 60 le principal pourvoyeur de revenus pour l'ensemble du bloc montagnoux du Djurdjura. Les commerçants ne représentent que 16% des actifs en 1950.

Pour les groupes constitutifs de l'actuelle commune d'Aïn El Hammam ce taux est de 9. 5%, très nettement en dessous de la moyenne de la grande région du Djurdjura et cette catégorie est de loin moins importante que celle des ouvriers et retraités.

Le même taux approximativement se retrouve pour la région d'Iferhounéne. Les commerçants se concentrent principalement chez les Wacifs, Ibouddraréne et yattafen, c'est à dire les groupes les plus proches du flanc nord du Djurdjura. Ce sont ceux dont la mobilité est aussi la plus endogène c'est à dire qui migrent plus qu'ils n'émigrent et ce en particulier vers l'est de l'Algérie (Ibouddraréne) et aussi vers l'ouest (Wacif).

L'image du colporteur kabyle ne doit donc pas être généralisée. Mais, les décennies 80-90 vont provoquer des reconversions spectaculaires puisque toute la région autour de Aïn -El -Hammam va connaître une poussée du commerce

et des services. Cette poussée constitue un changement dans la tendance observée jusque tard dans le 20<sup>ème</sup> siècle.

Les groupes constitutifs de cette région montagneuse autour de Aïn-El-Hammam seront parmi ceux qui captent dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle l'un des effets induits par la modernisation que charrie la colonisation : il s'agit de la scolarisation et donc de l'accès au savoir moderne.

Sur ce point il convient d'apporter d'abord quelques précisions. En effet contrairement à l'idée qui est très largement répandue d'une montagne kabyle privilégiée par l'accès à l'école, les données<sup>13</sup> attestent d'une scolarisation différentielle dans le Djurdjura. Tous les groupes ne sont pas scolarisés de la même façon et au sein de chacun d'entre eux des différences très importantes apparaissent. Toutefois il est possible d'affirmer à la suite des travaux sur cette question, que dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle la revendication la mieux partagée par ces populations montagnardes est celle de l'accès au savoir. Dans une situation de pénurie des ressources et de forte émigration le savoir moderne se présente en effet comme un pendant compensatoire et un facteur qui favorise voire capitalise la tendance à l'émigration.

Globalement en 1950, la grande région montagneuse du Djurdjura est scolarisée à 17,85%. Les premières écoles ouvrent en 1897. Les ouvertures d'écoles se poursuivent pendant la première décennie du 20<sup>ème</sup> siècle, avant de se ralentir considérablement au tournant des années 20. Une légère reprise de construction d'infrastructures scolaires peut être relevée en 1945-1948.

En 1950, cependant un douar aussi important que celui des Itouragh (une grande partie de la daïra d'Iferhounène actuelle) a un taux de scolarisation nul. Le douar Illiliten (actuelle commune de la daïra d'Iferhounène) est pour sa part très faiblement scolarisé (5%). Donc la zone montagneuse incluse dans la daïra actuelle d'Iferhounène est en 1950 peu scolarisée.

En revanche l'actuelle daïra de Aïn-El-Hammam présente une zone de bonne scolarisation autour de Michelet et du douar Aït-Menguelet (32%), une zone de faible scolarisation dans les douars Aït-Yahia et Akbils (13%) et une zone de très faible scolarisation chez les Aït-Bou- Youcef (actuelle commune d'Abi Youcef).

Si chez les Aït-Menguelet et la localité de Michelet la scolarisation est relativement bien répartie sur les groupes villageois, ailleurs les différences entre ceux-ci sont assez frappantes.

Ainsi en plus de la totalité des 29 villages des Itouragh sur l'arc oriental du Djurdjura, 8 villages sur 9 chez les Illiliten ont un taux de scolarisation nul. Seul le gros village de Zoubga est scolarisé à 17%. Chez les Aït-Yahia deux gros villages Takana-Tagounis et Koukou-Tafraout ne sont pas, en 1950, scolarisés.

En revanche des villages comme Waghzen et Taourirt-Menguelet ont des taux de scolarisation exceptionnels : 100% et 46%.

---

<sup>13</sup> Monographies de la C. M. du Djurdjura... op. cit.

A la veille de l'indépendance de l'Algérie, cette grosse boucle montagneuse du Djurdjura est sans doute l'une des mieux scolarisées globalement, mais celle aussi où les différences entre groupes villageois sont les plus prononcées. La revendication du savoir est d'autant plus vive ici que ce sont tous les équilibres et les compétitions inter-villageois qui se trouvent reformulés par la captation du savoir moderne.

Les rentes extérieures, et la captation du savoir induisent un surcroît de prestige et de poids politique pour les communautés locales et deviennent un enjeu important qui se traduit au delà de 1962 par un surinvestissement et une compétition qui impulsent des dynamiques observables jusqu'à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle.

L'on ne s'étonnera pas que les découpages communaux aient fait l'objet de fortes tensions, car ce cadre de la modernisation politico-administratif constitue un instrument de captation de ressources pour justement une mise à niveau dans ce domaine. Cette tendance demeure d'une incroyable stabilité à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle et au début des années 2000. En effet les enquêtes de terrain révèlent une débauche d'énergie pour capter toutes les opportunités en matière d'accès au savoir. Les municipalités sont toujours soumises à une pression pour demander davantage de structures scolaires villageoises.

Enfin pour clore cet aperçu il est utile de savoir qu'à la veille de l'indépendance toute cette grande région montagneuse a produit 233 fonctionnaires (1,86% des actifs) dont 57% appartiennent aux douars constitutifs des daïras actuelles d'Aïn-El-Hammam et d'Iferhounéne. Cependant 47% de ces fonctionnaires sont originaires des Aït-Menguelet et Aït-Yahia qui prennent donc une avance en terme de participation à l'encadrement administratif de la boucle montagneuse que nous étudions.

### ***III- 2. Situation de la région du Djurdjura dans les années 80/90 : la montagne à l'épreuve de la modernisation.***

La montagne kabyle apparaît au lendemain de l'indépendance comme l'une des plus déshéritées. En fait comme nous l'avons montré plus haut la situation générale est effectivement celle où prédominent une dépendance vitale à l'égard des ressources externes, un tissu économique local inexistant, une érosion des cultures domestiques locales et des savoirs- faire qui assuraient une petite sécurité dans les appoints des maigres budgets familiaux. Globalement à la veille de l'indépendance 9 mois sur 12 sont assurés par ces ressources externes. Les produits des petites propriétés de montagne, principalement consacrées à l'arboriculture assuraient plus ou moins le reste.

Dans le courant des années 60, les marchés hebdomadaires locaux de montagne demeuraient encore ce tremplin, aléatoire, de cette production domestique. Le paysage social pour sa part montrait des signes d'une architecture sociale délabrée mais encore vivace. C'est principalement ce facteur qui va, durablement rebondir dans le dynamisme de cette zone montagneuse algérienne.

En un siècle la montagne se prolétarise sans renoncer totalement à se conserver. La rente de l'émigration contribue pour beaucoup à cette conservation et plus tard à une transformation du paysage habité particulièrement.

Historiquement, malgré les ondes de choc qui ébranlent l'organisation traditionnelle en pervertissant de façon irréversible l'architecture tribale, le village kabyle demeure une unité sociale et politique déterminante. C'est autour de cette unité que vont se forger les stratégies des communautés villageoises principalement pour capter les facteurs lourds de la modernisation (accès à l'école, aux infrastructures de base, à l'électrification, à l'emploi...).

Très sourdes ces dynamiques et ces stratégies seront très différentielles. C'est à la fin des années 80, précisément à partir de 1987, que se dessinent une réactivation et un ajustement des instances villageoises aux données nouvelles c'est à dire une crise du modèle de modernisation dont ces régions montagneuses ont plus ou moins tiré bénéfice sans que cela induise sur le long terme un véritable développement économique et social durable.

En effet l'examen des données suivantes permet de mesurer les changements qui s'opèrent sur 20 ans de 1969-70 à 1990.

En 1966, la commune de Aïn-El-Hamam englobe toutes les communes constitutives de l'actuelle daïra. Sa population est de l'ordre de 24. 911 habitants. En 1977 la progression démographique est extraordinairement rapide puisque le nombre d'habitants de ce secteur de haute montagne est de 46 000 hts (600 à 650 hts au km<sup>2</sup>). 95% de cette population est villageoise. L'agglomération de Aïn-El-Hamam se trouve donc enserrée dans la densité de la population de la constellation villageoise qui l'entoure. Il n'est pas possible de parler à cette époque de ville de montagne tant le petit noyau colonial chef lieu de la commune en dehors de sa fonction de commandement administratif ne pèse pas dans la vie locale particulièrement au point de vue économique. Les grands projets et les emplois créés par les projets publics n'apparaissent pas encore de façon déterminante. Les infrastructures scolaires de haut niveau (lycée, centre de formation...) demeurent toujours concentrées à Tizi-Ouzou.

En outre le gros des revenus provient toujours des emplois dans la région d'Alger (administratif ou industriel) et de l'émigration. La tendance constatée dans les années 60 ne s'inverse pas fondamentalement : c'est un milieu montagneux totalement extraverti du poids de vue de ses ressources constituées par les salaires et les pensions ou envoi de mandats.

Alger est au milieu des années 70 la principale ville de référence et de destination des populations de cette partie montagneuse de l'Algérie. Tizi-Ouzou n'a pas encore pris l'envergure de pôle régional qu'on lui connaît au delà de 1980. Une amélioration des transports publics de voyageurs permet une mobilité plus aisée vers la région d'Alger.

C'est à la fin des années 70 que s'ouvre une période caractérisée à la fois par une requalification de l'espace régional pour la Grande-Kabylie et de l'espace montagnard autour de Aïn-El-Hamam.

Le nouveau découpage administratif donne naissance à partir de l'ancienne commune de Aïn-El-Hammam à trois nouvelles entités en plus de la commune du même nom : Aït-Yahia, Akbils et Abi Youcef.

La commune de Aïn-El-Hamam est restructurée autour de 14 gros villages et de 14 hameaux. Elle compte selon le RGPH de 1987 20 058 habitants contre 16 044 habitants en 1977 et ce sur une superficie de 3855 ha, soit une densité moyenne de 560hats/km<sup>2</sup>. Il convient de remarquer que toute cette population est localisée dans une couronne où le rayon moyen entre le chef lieu et l'agglomération la plus éloignée de la commune est en moyenne de 3 kms. Cette concentration villageoise d'une extraordinaire densité relativise considérablement le poids de Aïn-El-Hamam comme l'indique le tableau suivant :

Type d'habitat	Nombre d'habitants	Pourcentage.
Aggloméré au chef de commune.	4051	20,1
Aggloméré (villages)	13 878	69,2
Éparses (Hameaux)	2134	10,7
Total	20 068	100

Cette commune montagnaise dans le Djurdjura va connaître une sensible transformation sur le plan économique et social. Si l'agriculture demeure très marginale dans la structure des revenus (S A U de 616 ha soit 16% de la superficie de la commune et à peine 50 emplois effectifs et permanents en 1987) les investissements publics recomposent les destinées de la commune.

D'abord l'effort consenti en matière d'infrastructures scolaires et administratives permet de redéployer en les recentrant les flux humains sur le territoire de la commune. Les activités gérées par les communes connaissent une croissance en terme d'emploi en particulier à travers le BTP et les transports, en plus des unités industrielles locales. De plus le poids des transferts de l'émigration demeure important (environ 3000 personnes originaires de la commune vivent et /ou travaillent en France ou en Belgique). Mais la logique de flux de revenus à partir de l'émigration change.

En effet alors que traditionnellement ces revenus permettaient aux familles de subvenir aux besoins en nourriture et à l'entretien des habitations, au tournant des années 70 début des années 80 ils deviennent une source complémentaire de revenus qui permettent d'envisager de nouvelles constructions. Le tarissement des envois réguliers par les voies légales de transfert au profit du change informel permet pour de nombreuses familles d'engranger des ressources substantielles. Celles ci seront principalement



investies dans la construction puis dans la création d'activités commerciales dans la région montagnaise ou dans les environs de Tizi-Ouzou.

Dès cette époque les transformations de l'habitat montagnard se systématisent entraînant une modification sensible des espaces villageois et surtout une tendance chez de très nombreuses familles à mettre fin à l'indivision. Le boom dans la construction d'un habitat nouveau date de cette époque et ne cessera de s'amplifier. L'amélioration des voies de communication dans ce bloc montagneux entraîne le désenclavement d'un grand nombre de villages. De plus en quasi totalité les villages sont électrifiés et le raccordement à l'AEP progresse considérablement.

Les liaisons entre les villages et le chef lieu de commune, nœud qui dessert la ville de Tizi-Ouzou ou Alger, contribuent à une plus grande intégration de la montagne à son environnement régional ou national. Toutefois au cours des années 80 la grande tendance en matière d'habitat est fondamentalement marquée par un attrait pour la résidence urbaine principalement à Tizi-Ouzou qui offre, à cette époque, des possibilités réelles. Le retournement vers l'intérieur montagnais est à peine perceptible. Tout donne l'impression que les grandes constructions verticales manifestent d'abord un signe d'appartenance au groupe et une alternative de repli à la fin de la vie active. Les années 90 montrent que ce repli va s'opérer dans d'autres conditions.

Notons deux aspects importants dans ce remembrement profond de l'habitat :

1) De façon générale la verticalité adoptée en milieu montagnais comme celle de Aïn-El-Hammam répond à un impératif d'adaptation aux besoins des nouveaux ménages dotés d'un revenu autonome par rapport à la famille élargie. Mais :

2) Elle contribue à préserver la structure de cette famille en la regroupant dans des conditions nouvelles dans une même habitation.

3) C'est aussi une façon d'anticiper, pour le chef de famille, sur la répartition du patrimoine commun, auquel en général chaque membre a versé une contribution pour la rénovation.

4) L'étirement de l'habitat villageois, continue, selon nos observations à respecter l'impératif de sauvegarde des propriétés. En effet l'extension et l'implantation d'habitations nouvelles se fait soit en bordure des voies mécaniques, même sur des terrains fortement accidentés, soit tout le long des pistes et sentiers, soit enfin en périphérie des propriétés. La densification que nous avons observée dans ce milieu montagnais est assez ingénieuse.

5) La débauche d'investissement dans la construction est un élément de permanence dans cette société montagnaise kabyle où traditionnellement la valeur la plus sûre est *l'axxam*, la maison, unité d'habitation et unité sociale. Le signe le plus haut de l'ascension sociale est la construction d'un *vardj* (terme emprunté désignant le *Bordj* turc).

Au cours de ces années 80, ce sont les villages autour de Aïn- El- Hammam qui subissent les transformations les plus importantes en matière de construction. Le chef lieu de la commune, et la plus grande agglomération urbaine de montagne, conserve globalement les allures du village de colonisation sauf qu'en périphérie naissent des zones d'habitat nouvelles et des infrastructures éducatives nouvelles. Il faut attendre le début des années 90 pour voir se dessiner une véritable lame de fond qui emporte tout le centre colonial et provoque un étirement de l'agglomération vers l'est et l'ouest. Cette poussée de la ville de Aïn-El-Hammam est le signe emblématique de la nouvelle période qui s'ouvre dans la dernière décennie du 20<sup>ème</sup> siècle. Mais ce n'est pas le seul.

En effet, au cours de cette décennie, la région montagneuse en question subit les conséquences de la crise du modèle de modernisation des années 70/80.

D'abord la saturation des villes de destination des flux de main-d'œuvre de diverses qualifications provoque un repli obligé sur les villages de Kabylie. Ensuite les emplois générés par l'essaimage industriel au niveau des grandes localités de Grande-Kabylie <sup>14</sup> vont être démantelés au cours des années 90. Cette situation conjuguée à la fermeture des entreprises locales (EPL) met fin à une période où le milieu montagneux pouvait compter sur des ressources stables. Les flux de population vers les zones urbaines comme Tizi-Ouzou s'estompent dans la mesure où l'accès au logement, garanti par l'accès à l'emploi, n'est plus assuré. C'est le milieu villageois qui prend le relais pour faire face à un reflux des sans –emplois et des « compressés ».

De plus, depuis la fin des années 70, l'armature scolaire et universitaire s'est considérablement densifiée. L'accès à la formation supérieure a ouvert dans un premier temps l'accès à des emplois qualifiés au sein même de la région kabyle, en particulier en ville. Les diplômés ont tout au long des années 70/80 recherchés du travail dans les différentes unités industrielles locales ou dans les administrations et services ainsi que dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Cela était possible du fait d'une offre relativement importante qui culmine dans les années 80.

Au contraire, les années 90 voient refluer des jeunes formés dans les différents cycles dont les espoirs de trouver un emploi en ville deviennent de plus en plus vains. Les villages de montagne se présentent alors comme l'espace de repli en attendant un hypothétique départ.

Le redéploiement de cette population basée dans les villages de montagne se fait de deux manières :

---

<sup>14</sup> La zone industrielle de Oues-Aïssi avec le complexe ENIEM, la zone de Freha avec le complexe de moteurs électriques (ENEL), la zone de Draa-Ben-Khedda avec le complexe textile, en plus des différentes unités industrielles de petite envergure fruit de l'essaimage des années 80, employaient environ 5000 travailleurs.

Vers des localités comme Aïn-El-Hammam qui virtuellement se présente comme un espace à conquérir parce que non encore saturé. C'est le début d'une vague de modernisation des activités de service qui est le fait de ces diplômés. De plus les activités liées au secteur libéral voient dans ces milieux un créneau sinon rentable du moins disponible et sur lequel la demande même faible peut être captée. Bureaux d'études, petites entreprises de construction, cabinets médicaux, d'avocats, de notaires et d'huissiers essaient en profondeur dans la montagne. Il en va de même des activités dans le domaine de l'informatique et de la maintenance électronique.

2) Les villages de montagne comme ceux de la région de Aïn-El-Hammam sont une base de repli à partir desquels partent des flux pendulaires journaliers vers la ville de Tizi-Ouzou et ses environs. C'est tout un paysage nouveau qui se configure avec de fortes mobilités journalières. Ainsi selon nos calculs pas moins de 200 fourgons et 200 taxis partent, ou transitent, de Aïn-El-Hammam vers Tizi-Ouzou. Environ 3000 à 4000 personnes font régulièrement la navette entre le cœur de la région du Djurdjura et le chef lieu de Wilaya. Ce à quoi il faut ajouter ceux qui se déplacent avec leur véhicule personnel. Cette migration journalière, d'une forte densité, ne correspond pas toujours à une occupation par le travail en ville. Elle indique cependant une volonté d'y vivre au moins épisodiquement car elle représente toujours un espace de meilleure circulation de l'information, de virtualité d'un emploi, et surtout un espace de très fortes potentialités de contacts inter- individuels en dehors du cadre contraignant du village.

Une situation nouvelle s'observe : alors que les villages de montagne étaient au cours des décennies 70/80 peu recherchés par ceux qui ont une qualification haute, ils deviennent une base de vie et les plans de vie y prennent forme et place. De ce point de vue on peut dire que, dans une conjoncture économique et sociale précaire et difficile, la montagne kabyle se requalifie dans les stratégies individuelles. A notre avis cela est maintenant une tendance durable induisant de plus en plus un réinvestissement des villages et de l'espace montagnard pour des projets de vie qui s'installent dans la durée d'autant que tout ce qui représente le confort urbain moderne est capté en terme de mobilités, de communication, de loisirs dans le privé, et surtout de constructions de nouvelles sociabilités. Aux confins du versant du Djurdjura, il est courant de rencontrer un cybercafé, une « boîte » informatique, une cafétéria et naturellement une ou des associations culturelles. Tout cela représente le signe emblématique de la présence d'une population jeune et ayant une formation et une qualification. Nous reviendrons plus loin sur la tension réelle que cette nouvelle situation engendre pour les communautés villageoises et comment elles réagissent pour gérer cette nouvelle donnée.

De façon schématique on peut distinguer trois grands moments à partir de l'observation du milieu montagnoux :

1. Un moment de rupture historique : la colonisation déstructure et restructure le milieu montagnoux. Ce dernier à l'image de ce que nous avons dit

plus haut sur la région du Djurdjura développe une double logique : intégration et captation des éléments de survie induits par cette situation de modernisation forcée et inégalement accessible et conservation de ressorts pour rebondir, rendues possible par l'existence de ressources résultant d'une très forte prolétarianisation. En même temps se met en place une forte revendication du savoir moderne. Le milieu montagneux est tourné vers l'extérieur et les aspirations à vivre ailleurs, en ville, sont renforcées par l'absence de perspectives économiques et sociales endogènes. La montagne reste cependant le « pays » d'enracinement.

2. Un moment de transition qui va jusqu'à 1970, où les grandes tendances de la période coloniale restent dominantes sauf pour l'accès plus important au savoir mais dans les villes (Alger ou Tizi-Ouzou). C'est le centre du pays, Alger, qui accueille principalement les flux humains de main-d'œuvre et de postulants à des formations hautes qui veulent s'installer dans les villes prioritairement. A l'image de la région de Aïn-El-Hammam, les ressources extérieures (salaires et transferts de l'émigration) sont investies en partie dans l'amélioration du cadre bâti villageois.

3. Un moment de retournement vers l'intérieur où l'aspiration à rester proche du village est réelle sans l'emporter sur celle de travailler et de résider dans le pôle urbain local : Tizi-Ouzou qui sera progressivement relayé par des petites villes de montagne comme Aïn-El-Hammam. Le volontarisme étatique en matière de modernisation offre des possibilités réelles de rester dans la région et éventuellement de résider dans les villages. Une généralisation de l'accès aux emplois salariés procurent un surcroît de revenus qui sont épaulés par les transferts de l'émigration par des circuits informels plus rétributeurs. Le paysage bâti villageois se transforme et le milieu montagneux se requalifie. C'est la crise des années 90 qui en fera un espace privilégié face à un environnement régional et national de moins en moins pourvoyeur de revenus et de logement. Mais cette situation révèle que les communautés villageoises ne subissent pas le changement passivement.

Pour conclure nous allons exposer un certain nombre de données qui illustrent les évolutions récentes dans la région montagneuse de Aïn-El-Hammam.

### **Situation de l'emploi de la commune montagneuse de Aïn-El-Hammam en 1987<sup>15</sup>.**

Nous avons indiqué plus haut la très forte tendance à la prolétarianisation de cette région de montagne. L'amorce d'un changement qualitatif dans les années 70 se confirme par une structure de l'emploi et un fort taux d'occupation de la population montagnarde au cours des années 80.

---

<sup>15</sup> A partir des données RGPH 1987, Monographie de la Wilaya de Tizi-Ouzou...op. cit.

Secteur d'activité	Agriculture	Industrie	BTP	Commerce, Administration, Service.	S T R	Total général
Effectifs	50	373	585	3131	987	4126
Pourcentage	<b>1,21</b>	<b>9,04</b>	<b>14,17</b>	<b>51,64</b>	<b>23,92</b>	100

Le taux d'occupation est incontestablement très élevé puisqu'il est de l'ordre de 76% contre 20% d'actifs sans travail. Les services publics et l'administration occupent une très grosse partie des actifs en plus des entreprises publiques locales (Industrie et BTP). Par exemple la COTRAH, entreprise communale de BTP emploie à elle seule 400 personnes, tandis que les emplois générés par l'ouverture des écoles, collèges et lycées en plus des unités publiques de distribution de produits alimentaires induisent une forte proportion de l'emploi administratif et de service.

62% des occupés travaillent sur le territoire de la commune, 4,75% sont employés par les entreprises et les administrations du chef lieu de la Wilaya c'est à dire Tizi-ouzou et 31,70% ont une activité à Alger ou dans sa région. Au total donc ce sont 70% des actifs de cette région montagnaise qui travaillent et résident dans la région de Tizi-Ouzou. Ce qui est un énorme changement dans l'orientation des flux de travail et de résidence. Mais Alger surclasse toujours, de loin, Tizi-Ouzou comme destination de travail pour cette partie montagnaise de la Grande-Kabylie. De plus, après Alger comme destination extra- régionale vient l'émigration en France. La rupture essentielle réside dans la fixation d'une grande partie des flux de main-d'œuvre intra muros en montagne. C'est l'image forte de cette période des années 80 qui voit l'Etat devenir le principal employeur et redistributeur de revenus. En outre si on excepte les travailleurs émigrés l'on constate que le secteur tertiaire devient prédominant dans la structure de l'emploi renversant ainsi la tendance, constatée au cours des années 50/60, à une prolétarisation de la montagne. C'est aussi tout l'effort de formation qui commence à donner ses fruits avec une population active de plus en plus qualifiée. On remarquera en outre que le chômage est moins important que le sous emploi dans la mesure où ceux qui ne travaillent pas font partie d'une frange de la population active qui n'a pas pu trouver un emploi plutôt que de travailleurs ayant perdus leurs emplois. Enfin dans cette montagne du Djurdjura la charge par personne active est en moyenne de 5.

Au cours de la décennie 90 la situation de l'emploi se dégrade dans la mesure où toutes les unités communales sont mises à l'arrêt. Seule l'usine textile Cotitex subsiste dans la région montagnaise sur le territoire d'Ain-El-Hammam (200 travailleurs, en majorité des femmes). Cette unité en grande difficulté financière n'a aucune assurance de survivre très longtemps. Le secteur privé ne

prend pas le relais dans ce domaine. Une laiterie moderne (une trentaine d'emplois directs) lancée au cours de l'année 98/99 a été délocalisée sur Tizi-Ouzou.

Malgré une véritable explosion des activités commerciales et de service autour de Aïn-El-Hammam et une légère relance du BTP, le choc des années 90 paraît difficile à amortir pour les communautés villageoises qui abritent désormais de façon permanente un potentiel d'individus formés mais condamnés à arpenter les abords des villages, les cafés de la seule ville dans ce nid montagneux, ou de faire une navette onéreuse entre le « pays de montagne » et Tizi-Ouzou avec l'illusion de faire quelque chose d'un temps vide que les communautés villageoises vivent avec une angoisse à peine tue. La montagne qui jadis comptait le nombre de fusils puis le nombre de bras utiles pour évaluer sa force, découvre une réalité sans doute jamais imaginée : la fin du recours à l'exportation de ses bras qui constituait sa chance de survie. Au cours de nos entretiens nous avons réalisé que cette inquiétude était d'autant plus vive que les populations se rendent à l'évidence que même leur « colonie » émigrée est un filon en voie d'extinction dans la mesure où ce ne sont plus les transferts d'individus en activités mais les retraites qui nourrissent encore un grand nombre de familles.

En 1998, la population résidente de la commune de Aïn-El-Hammam connaît un très faible taux de progression puisqu'elle passe à 20 118 habitants (20 068 en 1987). En fait il faut supposer que de 1987 à 1998 une forte migration des familles de ce milieu montagneux s'est produite essentiellement vers Tizi-Ouzou. Sur une population active de 5911 personnes 2957 sont effectivement employées dans un secteur d'activité. Le taux de sans travail passe donc de 20% en 1987 à 50%. La tendance reste relativement stable au cours des années 2000-2003. Un aspect peut cependant être relevé mais qu'on n'arrive pas à chiffrer pour le moment : une reprise des activités de service par le biais des aides de l'ANSEJ.

Les chiffres de 1998 montre déjà cette nouvelle tendance dans la structure générale de l'emploi. Dans l'administration, des emplois financés par le même fond sont observables bien que ne fournissant qu'un revenu aléatoire. Cette situation est celle de la plus importante commune dans la daïra de Aïn-El-Hammam mais elle est significative pour toute sa région immédiate.

### Structure de l'emploi dans trois communes montagneuses de la région de Aïn - El- Hammam <sup>16</sup>.

Secteur d'activité	1	2	3	4	5	6	7	8	9	total
Aïn El Hammam	66 2,23 %	1153 38,99 %	233 7,87 %	66 2,23 %	372 12,58 %	364 12,30 %	143 4,83%	546 18,46%	24 0,81%	2957 100
Aït-Yahia	81 4,07 %	585 29,45 %	256 12,87 %	42 2,11 %	291 14,63 %	235 11,82 %	126 11,36%	332 16,70%	40 2,01%	1988 100
Abi Youcef	64 5,56 %	273 23,71 %	79 6,86 %	16 1,39 %	343 29,80 %	162 14,07 %	90 7,81%	121 10,51%	3 0,26%	1151 100
Total	211 3,46 %	2011 32,98 %	568 9,31 %	124 2,03 %	1006 16,50 %	761 12,48 %	359 5,88%	999 16,38 %	67 1,09%	6096 100

1= agriculture. 2= administration. 3= Industrie. 4= Hydrocarbures. 5= BTP. 6= Commerce. 7= Transport. 8= Autres services. 9= Non-déclarés.

Le total des actifs pour cette boucle montagnaise autour de Aïn-El-Hammam est de 12 203. Le nombre d'actifs occupés est de 6096 soit 49,95%. Le chômage touche un peu plus de 51% des actifs et en 1998 aux nombreux jeunes n'ayant pas trouvé un emploi, il faut ajouter un très fort contingent de véritables chômeurs c'est à dire d'individus ayant perdu leur emploi dans le courant des années 94-2000.

Dans cette région de montagne c'est l'administration publique qui continue à employer plus du tiers des actifs, suivi par le secteur du BTP (privé pour l'essentiel) et les services qui comme nous l'avons souligné attirent de plus en plus de jeunes titulaires de diplômes d'un niveau supérieur ou de la formation professionnelle. Le commerce vient après ces trois secteurs mais au cours des années 98-2003, il nous semble qu'il a progressé tandis que le BTP accuse un sensible recul notamment après 2001 qui a vu une importante délocalisation d'entreprises vers la wilaya de Boumerdès et ce à la suite des événements de Kabylie.

<sup>16</sup> A partir des données du RGPH de 1998.

Il faut convenir que même dans la situation de crise c'est le secteur de l'administration et de la fonction publique qui continue à assurer les revenus les plus stables et que donc l'Etat reste le principal employeur.

Globalement la situation économique et sociale de cette région de la montagne kabyle montre une évolution significative entre les années 60 et 90 avec une relative captation de la modernisation entreprise par le haut. Des ruptures apparaissent notamment dans la mobilisation des ressources et leur utilisation au profit des communautés villageoises qui restent tout de même dépendantes de la ressource complémentaire fournie par les transferts de l'émigration. En outre la montagne n'apparaît pas comme un espace vide ou simplement de point de départ de migrations de travail. Au contraire une nette tendance à construire des plans de vie basés dans cet espace commence à se dessiner et sont confortés tout au long des années 70 et 80 par des emplois localisés dans l'espace montagneux ou dans sa région, en particulier autour de Tizi-Ouzou.

L'aspect imperceptible jusqu'au milieu des années 90 est constitué par une densification de porteurs de qualification par le savoir scolaire de plus en plus accessible au grand nombre. Désormais dans le milieu montagneux et au sein des villages un nombre de plus en plus important d'individus sont non pas simplement lettrés mais qualifiés aussi. Le marché de l'emploi qui s'est de plus en plus régionalisé offrait jusqu'au milieu des années 80 de fortes possibilités aux sortants des différentes institutions de formation. La proximité des villages pour ceux qui travaillent dans la région de Tizi-Ouzou fait que les retours deviennent plus réguliers et les contacts de plus en plus resserrés.

Des réseaux se constituent par ce biais, ils articulent les communautés villageoises aux centres locaux et régionaux de décision ou en tout cas qui en facilitent l'accès. Ces nouvelles élites agissent dans le local comme des vecteurs de médiation. Au sein des communautés villageoises une forte tendance à réactiver les instances communautaires sont lisibles dès le début des années 80 (voir plus loin). Les jeunes qui sont de plus en plus nombreux dans l'espace villageois mettent leur compétence scolaire au profit de leur communauté.

C'est au cours des années 86-87 que l'espace montagnard kabyle laisse apparaître une dynamique de mobilisation des communautés villageoises. C'est précisément à cette époque aussi où une crise du modèle modernisateur se fissure. Les premiers comités qui se mettent en place au cours de l'été 1987 orientent leur action vers une meilleure captation des subsides de l'Etat par le biais des collectivités locales. Distribution de l'eau, routes, écoles... sont les principales demandes formulées par les villageois. De plus les premières grandes difficultés en matière d'emploi et logements en ville recentrent les flux qui ont tendance à se retourner vers l'intérieur montagneux qui augure sa requalification comme espace refuge et d'attente.

Dés lors c'est le ressort traditionnel qui sera sollicité mais dans des modalités nouvelles. Plus la situation économique et sociale se complique, plus les dynamismes endogènes prennent de l'envergure. C'est une situation inédite qui



s'ouvre pour ce milieu montagnard. Privé de ses soupapes traditionnelles comme l'émigration, c'est dans des débouchés locaux en matière d'emploi, et installés dans une logique de nécessaire modernisation impulsée dès les années 50 et fortement amplifiée par la période 70/80 que les communautés villageoises de montagne vont chercher les moyens de rebondir.

#### **IV. Permanence et changement dans le milieu montagnard : un dynamisme endogène dans une situation économique et sociale dégradée.**

Le travail de terrain s'est articulé autour de la nécessité de comprendre la nature et l'objet de ces dynamiques endogènes. Le contexte économique et social de la dernière décennie du 20<sup>e</sup> a été esquissé plus haut mais on peut globalement dire que ses effets sont les suivants :

1. La région montagneuse de Kabylie s'installe dans le non développement économique perdant même les ressources locales fruit de l'intervention de l'Etat.

2. La forte présence au sein des villages de jeunes disposant d'une formation mais sans ressources réhabilite les solidarités familiales comme alternative à la précarité.

3. Cependant un hiatus apparaît entre les logiques villageoises tendant à la conservation des communautés villageoises et les nouvelles sociabilités qu'introduisent ces jeunes ainsi que leurs aspirations à plus d'autonomie individuelle.

4. Chemin faisant c'est autour des constellations villageoises que vont graviter ces potentiels que la conjoncture nouvelle exclut des villes et de ce qu'elles représentent comme accès aux loisirs, au savoir, et surtout au logement individuel et à l'emploi.

5. Par conséquent c'est un milieu montagnard tirillé entre des dynamiques porteuses de logiques de conservation et des logiques de changement qui apparaît à l'observation.

6. Progressivement des phénomènes propres à une situation économique et sociale fortement dégradée se mettent en place. Circulation de la drogue, alcoolisme, suicide, vols, franchissent les limites des frontières villageoises. Nos enquêtes indiquent que ces milieux vivent cette situation comme une véritable subversion de surcroît face à laquelle les réponses endogènes sont sans emprise. Nous avons nettement senti que la débauche d'énergie des comités de village pour réimposer un contrôle social inspiré d'une réactivation de la tradition est la seule parade à ce climat menaçant des équilibres communautaires précaires

Pour les 13 associations et les 20 comités de villages que nous avons approchés dans les communes des deux daïras de Aïn-El-Hammam et d'Iferhounène, la principale préoccupation est le contrôle par l'occupation des jeunes. Les acteurs du champ associatifs et ceux qui gèrent les villages sont

ébranlés par les comportements déviants qui représentent pour eux un véritable défi à l'ordre villageois.

Pour les acteurs associatifs, majoritairement jeunes, la réponse consiste à proposer des alternatives en terme d'activités culturelles et éducatives. Les comités de village tout en concédant des espaces aux associations de jeunes et parfois des moyens réagissent sur un autre registre.

En effet c'est par la remise en circulation des principes communautaires réactivés que les comités de village entendent imposer « l'ordre ». Aux amendes pour cause d'ivresse s'ajoutent les menaces d'exclusion du village ou même la quarantaine infamante sans compter les rappels à l'ordre nominatifs et publics.

Mais les comités de village ne limitent pas leurs attributions à des pétitions de principe. Dans la nouvelle situation caractérisée par une rareté des ressources provenant des budgets publics, ils deviennent de véritables instruments de négociations pour la captation de celles ci. Ainsi pour de nombreux comités, avec lesquels nous avons discuté, la préoccupation essentielle est de peser notamment sur les collectivités locales en vue de faire aboutir des demandes diverses qui concernent la vie des villageois. En outre dans cette situation de dégradation économique et sociale les comités de village veillent à préserver l'espace communautaire de l'irruption de comportements nouveaux de la part des jeunes en position d'attente.

Les espaces concédés aux associations de jeunes sont subordonnés aux principes édictés par ces comités, c'est à dire au consensus de la communauté villageoise. Ce qui peut contrarier l'action associative et en limiter les actions. Tout est en fait subordonné à un accord de la communauté villageoise. Les tensions sont très vives et l'attente dans cet espace devient contraignante pour les individus.

En fait cette nouvelle situation réhabilite la prééminence de la famille et du groupe villageois et met tout ce potentiel de jeunes généralement formés en position de dépendance. Les processus d'individuation possibles il y a une quinzaine d'années encore (grâce à l'autonomie par le revenu et éventuellement le logement) sont contrariés.

L'image forte que délivre l'observation de ce milieu est très stressante pour les individus contraints de se replier sur les villages de montagne au sein desquels leur autonomie est sacrifiée au profit de la communauté. Cette dernière les représente désormais à la fois comme des victimes qu'elle prend en charge mais aussi de part leurs aspirations et les nouvelles sociabilités qu'ils tentent de mettre en œuvre comme un potentiel subversif pour l'ordre et la logique communautaire.

Pour permettre une évaluation précise de cette situation nous proposons les éléments d'analyse que nous avons élaborés à partir d'enquêtes de terrain<sup>17</sup>. Ces

---

<sup>17</sup> Menées précisément sur les daïras que nous étudions ici. Ce passage est extrait de notre article Modernisation et retraditionalisation à travers les champs associatif et politique : le cas de la Kabylie. *Insaniyat*, n° 8, 1999, pp21-42.

éléments soulignent une situation de permanence et les réajustements imposés par la nouvelle conjoncture économique et sociale dans le fonctionnement des communautés villageoises de la montagne kabyles.

Lorsque se mettent en place les structures politiques et administratives de l'Algérie indépendante dans les années 60, les instances d'organisation villageoise passent à une phase d'occultation sous l'effet d'un modèle étatique de type hyper-centralisateur mais qui est porteur d'un projet de modernisation très affirmé et englobant (économique, politique, social. . .).

Le local est suspect parce qu'il contrarie le projet unificateur et centralisateur mis en place et aussi parce que du point de vue du jeune état national il est connoté par de forts relents " régionalistes ". Ces derniers pèsent d'autant plus qu'en accédant à l'indépendance l'Algérie a connu des affrontements, durant notamment l'été 1962, où les protagonistes ont mobilisé des loyautés de type régional en plus de celles les ayant liés dans les maquis ou aux frontières. Les polémiques, aux conséquences parfois ravageuses, ont par ailleurs marqué le mouvement national sur cette question de " régionalisme " et la crise berbériste de 1949 au sein du PPA-MTLD est la plus marquante (46). La rébellion de 1963/1964 localisée principalement en Kabylie montagnaise conforte une idée largement en circulation d'une " unité nationale en péril " et donc d'une nécessaire vigilance qui se traduit par une dénégation systématique de toute expression " particulariste ".

La conception même du développement se fonde sur un paradigme modernisateur impliquant une intégration des communautés rurales notamment au " progrès technique et économique " impliquant dans l'optique des développeurs de l'époque l'effacement inéluctable de la traditionalité de ces communautés identifiée comme un obstacle. On imagine dès lors comment la nouvelle bureaucratie locale et l'Etat pouvaient percevoir une instance comme Tajma'at. Mais de façon générale tous les modes d'organisation de la société qui échappent au contrôle du Parti et de l'administration. Nous savons que le champ associatif soumis à des conditions de fonctionnement particulièrement tatillonnes se limitera à des créneaux " inoffensifs " dans l'optique de la bureaucratie et du Parti (associations de parents d'élèves, des associations musicales et des associations sportives...) quand ces derniers n'en assurent pas plus directement le parrainage. Pourtant si l'on s'en tient au cas qui nous intéresse ici, dans les faits autant la bureaucratie locale que le Parti composent dans la gestion de la vie locale avec les représentants des villages ou tout au moins sont-ils attentifs aux " bruissements " des communautés villageoises notamment quand il s'agit de répartir des subsides ou de localiser une école ou même de délimiter une nouvelle commune lors des redécoupages administratifs

En réalité tout en leur déniaient un statut officiel et en les acculant à une semi-clandestinité c'est à dire en leur contestant toute légitimité, on les tolère

Les assemblées villageoises demeurent donc vivaces mais informelles. Mais nous savons par ailleurs qu'au tournant des années 70, avec la mise en œuvre des plans spéciaux de développement, les communautés villageoises ont

exprimé des demandes de modernisation des infrastructures et d'apport des signes du confort moderne (eau, électricité) par le biais de représentations dûment cooptées par les Tajma'ats. Au plus fort d'une vie politique verrouillée des délégations de villages étaient reçues es-qualité par l'administration locale. Cette dernière pour la mise en œuvre de projets au niveau villageois (route, piste...) et au regard à la fois de l'extrême densité du tissu villageois et souvent aussi du peu d'emprise des structures administratives sur celui-ci était d'une certaine manière contrainte de composer avec ce qui pourtant est fortement dénié c'est à dire une représentation communautaire de fait. Les communautés villageoises ont pour leur part compris aussi l'intérêt, dans une situation de captation de la rente, de maintenir disponibles des mécanismes de mobilisation tenant de la tradition. En 1980 puis plus systématiquement à partir de 1987 ce mode de représentation prend une dénomination nouvelle : le comité de village comme nous l'avons déjà souligné plus haut.

En Avril 1980 le mouvement de contestation après avoir franchi " le seuil de manifestation " caractérisé par de multiples altercations et incidents franchit le " seuil d'explosion ". La contestation est localisée à Tizi-Ouzou principalement à l'université, à l'hôpital, et dans les quelques unités industrielles que comptent la région et qui sont implantés dans la banlieue de cette ville moyenne. Le rôle de premier plan joué par des acteurs dont le profil de formation est du niveau du supérieur (enseignants, médecins, ingénieurs, techniciens...) est remarquable. Il s'agit pour l'essentiel de cadres formés dans la foulée de la politique de modernisation de l'Etat dans les universités algériennes ou à l'étranger. Leur retour dans leur région d'origine est rendu possible par la même politique qui au milieu des années 70, dans le cadre d'une stratégie visant l' " équilibre régional ", met en œuvre des investissements au niveau des régions, une décentralisation des grandes sociétés nationales par la création d'unités régionales, et enfin la création de centres universitaires de province. Il convient d'ajouter à tout cela la disponibilité du logement particulièrement pour les cadres. Ces conditions favorisent un considérable mouvement de retour au local.

Bien que le discours revendicatif ait toujours dénié le caractère " élitiste " de la contestation identitaire, le profil des acteurs, les modes de contestation et d'organisation, les mots d'ordre, et les formes de mobilisation indiquent de façon assez précise l'empreinte d'une élite locale en gestation. Cette dernière est objectivement partie prenante du projet de modernisation de l'Etat dans la mesure où c'est grâce à son action qu'elle émerge en tant que telle. Mais elle en conteste les modes de gestion politique dont l'approche de l'identité. La qualification de cette élite localement n'est donc acquise que dès lors où elle articule la contestation avec le communautaire. Ainsi la revendication des libertés démocratiques, qui correspondent à une demande de participation politique est mise en perspective au côté de la reconnaissance de la langue amazighe.

Mais plus encore les comités mis en place dans les lieux centraux de la contestation (université, hôpital) coordonnent leurs actions par le biais notamment d'étudiants du cru avec ce qu'on devine être les anciennes Tajma'at

et qui sont désignées par le terme de comités de villages. Dans la foulée de ce mouvement de contestation sont remis en circulation les arguments et considérations tendant à poser cette institution " démocratique " comme alternative au modèle contesté. La nouvelle appellation semble référer aux virtualités d'adaptation de cette institution au nouveau contexte. A la même époque prennent forme des collectifs ou des commissions de jeunes au sein des villages.

Dans les faits au début des années 80 les institutions villageoises acquièrent plus de visibilité et sortent d'une situation de quasi-clandestinité. Tolérées jusque là elles deviennent officieuses. En 1986-1987 à la faveur de sérieuses tensions consécutives à la politique de restrictions budgétaires hypothéquant les actions des municipalités, les autorités locales acceptent le principe de discuter avec les comités de village. Il est clair que cette reconnaissance d'une situation de fait devait s'accompagner dans l'esprit des autorités d'un contrôle virtuellement dévolu aux militants du Parti.

La complexité du terrain avec une vie villageoise réfractaire à la présence d'étrangers au groupe et le peu d'enracinement du Parti qui fonctionne plus comme une petite bureaucratie laissent énormément de champ aux comités de village. Les collectifs de jeunes dans la foulée du Mouvement Culturel Berbère initient dans l'espace villageois des actions d'alphabétisation en langue amazighe et des activités culturelles diverses.

De plus à cette époque de nombreux villages remettent en vigueur certaines dispositions coutumières et exhument les textes de vieux Qanouns. Ces derniers sont mis à jour notamment pour la hauteur des amendes, la nature des délits et leur qualification. Plus tard dans les années 90/2000 ces dispositions se durcissent pour parer notamment aux fléaux de la drogue et de l'alcool (voir plus haut).

Ainsi les modalités d'organisation des mariages et des funérailles sont recodifiées de sorte à interdire l'ostentation et donc déjà niveler les expressions de différenciation qui pointent des changements importants dans la structure sociale villageoise. Certains villages se dotent de " règlements intérieurs " écrits adoptés par consensus au cours d' " assemblées générales " des villageois. Enfin les comités de villages sont les interlocuteurs de l'administration pour les affaires de la communauté non sans que celle ci n'est auparavant dûment pris connaissance de la nature des doléances et tractations. Globalement et de façon très schématique la situation se présente ainsi avant la rupture de 1988. Quelques conclusions provisoires peuvent être avancées :

1. Le mouvement de contestation de 1980 articule, par le profil de ses acteurs et la nature des revendications, des registres recourant à des valeurs politiques modernes (libertés démocratiques, modes de contestations. . . ) et à des valeurs communautaires.

2. Face à l'Etat, l'efficacité de ce mouvement réside dans sa capacité à une légitimation par le communautaire et avoir toujours disponible ce dernier notamment par le biais de l'identitaire.

3. Si les communautés villageoises captent les formes induites par la modernisation en ajustant les institutions traditionnelles, qui se relégitiment dans la foulée de la contestation, elles mettent aussi en œuvre des processus de retraditionalisation ou de production de la tradition.

A partir de 1988, après les événements du mois d'octobre qui entraînent l'ouverture du champ politique, ce double mouvement de captation de la modernisation et de la retraditionalisation apparaît encore de façon plus affirmée en milieu villageois.

Les chiffres concernant la création d'associations dans la Wilaya de Tizi-Ouzou montrent que dans l'ensemble les villages kabyles se dotent d'associations. Les comités de village ne prennent pas nécessairement cette forme et se contentent de cohabiter avec les associations.

Les APC élues après 1990 et plus systématiquement en 1997 habilent ces comités qui deviennent les intermédiaires privilégiés avec les populations. En réalité les comités de villages officiels jusque là accèdent localement à un statut quasi-officiel, tandis que les collectifs culturels de jeunes prennent la forme d'associations. Sur le plan statistique de 1988 à 1994 pas moins de 5839 associations tous statuts confondus ont été créés sur le territoire de la wilaya de Tizi-ouzu. Près de 80% c'est à dire 5250 ont été créés entre 1988 et 1991. Le mouvement retombe ensuite puisque seulement 689 associations demandent leurs agréments entre 1992 et 1994. De plus l'on constate qu'un nombre très important d'associations disparaissent dont certaines sans jamais avoir sérieusement activé. C'est ainsi que 4008 associations cessent d'activer dans la même période 1988-1994. Il restera en principe 1831 associations en activité à la fin de 1994. Le bilan établi en 1998 par les services des associations de la Wilaya de Tizi-Ouzou indique l'existence de 2258 associations. Le tableau suivant montre comment elles se répartissent en fonction de leur objet. Les chiffres ne prennent en compte que les associations supposées être actives suivant l'année de leur création.

Ce tableau montre que le nombre d'associations créées avant 1988 est insignifiant et se limite à des secteurs où l'objet est strictement délimité et dont les effets induits ne sont pas jugés politiquement " dangereux " comme c'est le cas pour les Associations de parents d'élèves bien que leur nombre ne soit pas très important.

A partir de 1989 ce sont surtout les associations culturelles et villageoises de la montagne kabyle qui occupent une part remarquable dans le mouvement de densification du tissu associatif avec une grande amplitude de 1989 à 1994. Les associations religieuses apparaissent aussi avec force en 1989 et 1990. Ces dernières, outre les associations initiées par le mouvement islamiste en milieu

## CREATION ET OBJET DES ASSOCIATION DE 1987 A 1998

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	Total
ass. religieuses	02	08	72	27	10	07	07	04	07	05	16	10	175
ass. culturelles		03	30	36	75	63	78	49	48	27	37	20	466
ass. parents d'élèves	19	133	30	39	11	23	48	20	04	05	35	21	388
clubs scientifiques	02	02	01	04	02	01	05	03	06	02	01	05	34
ass. Sociales et humanitaires	01	02	05	13	07	06	02	11	01	08	06	10	72
ass. de secourisme					01								01
ass. chasse	01	01	03	07									12
ass. auberges		01	02										03
ass. office du tourisme			01										01
ass. activités de jeunes		04	21	06	02	02	06	03	05	07	08	01	65
ass. foyers de jeunes	01			01								0	02
ass. professionnelles			06	16	11	03	09	05	04	05	06	01	66
ass. des ayants droit			13	14	06	10	07	04	06	05	02	02	69
ass. de villages			23	163	113	51	77	77	62	47	53	33	699
ass. de chômeurs				07	07	01							15
clubs amateurs sportifs											106	53	159
ligues de sport											12	08	20
ass. sportives universitaires											06	05	11
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>154</b>	<b>207</b>	<b>333</b>	<b>245</b>	<b>167</b>	<b>239</b>	<b>176</b>	<b>143</b>	<b>111</b>	<b>288</b>	<b>169</b>	<b>2258</b>

urbain, se constituent dans les villages autour de projets de reconstruction ou de réhabilitation de mosquées et de qoubas des saints locaux. Il faut noter que la réactivation des cérémonies de célébration de ces saints, des zerdas, des circuits de pèlerinages est antérieure à 1988 puisque dès le début des années 80 nous avons relevé au cours d'enquêtes de terrain la reprise des activités rituelles liées à la religion populaire et une prise en main de la restauration des lieux sacrés notamment par le ravalement de très nombreuses qoubas en milieu villageois. L'association religieuse permet de disposer d'une couverture légale pour recevoir des dons et les gérer sans compter la possibilité de capter quelques subventions de la part de l'Etat.

Les associations culturelles et villageoises voient le jour en grand nombre à partir de 1989 et les demandes d'habilitation restent assez soutenues dans le temps. Il faut souligner que l'association de village ne se confond pas systématiquement avec le comité de village qui lui est une version actualisée de la Tajma'at et ce tout au moins dans l'esprit des acteurs villageois. Ce type d'association a un caractère social (défense des intérêts du village). Elle peut fonctionner comme couverture légale du comité de village ou en certains cas, en son absence ou du fait de sa carence, être la seule organisation au sein du village. On notera aussi que l'association culturelle villageoise cohabite avec le comité de village qui lui apporte un soutien mais qui, dans bien des cas, prétend la parrainer.

Il est possible cependant de mettre rapidement en perspective quelques facteurs qui expliquent de notre point de vue la densité du tissu associatif villageois et celui des comités de village. Ensuite nous proposeront quelques réflexions à partir de l'observation de plusieurs associations villageoises dans la région du Djurdjura (Ain El Hammam).

Le premier facteur explicatif est naturellement lié à la situation induite par les bouleversements consécutifs à la rupture politique de 1988. Sur le plan local, la contestation identitaire des années 80 a engendré des dynamiques de formalisation de cadres d'expression et d'organisation (comités de villages et collectifs culturels) ; Ces derniers sont comme nous l'avons vu plus haut une réactualisation des vieux cadres. A partir de 1989 le Mouvement Culturel Berbère encourage les collectifs culturels à se constituer en association et se pose pratiquement comme le cadre fédérateur comme en témoigne la tenue des assises de ce mouvement en juillet 1989. De plus les partis politiques influents dans la région à savoir le RCD et le FFS ont inspiré la création d'associations et en tout cas fortement appuyé une emprise de leurs militants sur le tissu associatif qui de fait devient un enjeu aux yeux des appareils politiques. Les comités de villages n'ont pas échappé à cette logique. La première grande conséquence est double : le champ associatif arrive très difficilement à marquer ses frontières avec le politique ce qui le " stérilise " partiellement dans le sens où les actions envisagées dans la société sont toujours soupçonnées de capitalisation politique. Le mouvement de dissolution dont nous avons parlé et son ampleur indiquent clairement comment les aléas politiques entre 1989 et



1994 avec des luttes acerbes pour le monopole de l'influence politique entre le RCD et le FFS ont refroidi bien des ardeurs sur le plan associatif. Le mouvement du boycott scolaire en Kabylie de septembre 1994 à juin 1995 a mis à nu la segmentation du champ associatif qui s'enclasse dans la bipolarisation politique traduite dans deux grands regroupements sur le plan " culturel " : une aile RCD enveloppée dans un chapeau fédératif sous le nom de MCB-Coordination nationale et une aile FFS se réclamant des assises de 1989 sous le nom de MCB-Commissions -Nationales. Il convient d'ajouter à cela un regroupement aux allures " canal historique " qui se donne le nom générique de AGRAW ADLSAN AMAZIGH (Mouvement culturel berbère) qui tente de se positionner à égale distance des deux regroupements satellites en oeuvrant à fédérer les associations culturelles d'enseignement de la langue amazighe. Dans les faits la totalité du champ associatif fait preuve lors de cette année 1994-1995 d'une totale soumission aux stratégies politiques en se contentant de relayer les mots d'ordre des uns ou des autres. Les associations de parents d'élèves pourtant nombreuses n'ont pratiquement pu que mesurer l'ampleur du désastre au sortir de la " grève du cartable ". Le mouvement associatif va dès lors traverser un moment de " refroidissement " qui se prolonge jusqu'aux événements de 2001 qui ponctuellement réveille les ardeurs de certaines associations sans pourtant que cela ait un souffle long. Le recul des associations se fera au profit des structures informelles mises en place au courant de l'année 2001.

Au niveau villageois la bipolarisation politique et les stratégies d'englobement par le politique a aussi retenti sur les comités de villages qui deviennent un lieu de gestion de tensions menaçantes du point de vue de la cohésion du groupe. Nous avons particulièrement relevé cela lors des élections législatives de 1991. En effet au sein de grands nombres de villages la bipolarisation a induit des clivages et des altercations qui ont fait penser un moment que les vieux çofffs se sont réhabilités sous de nouvelles modalités mettant à l'épreuve les comités de villages qui en principe se donnaient comme objectif la sauvegarde du consensus au sein de la communauté particulièrement à un moment où la conjoncture économique et sociale avec une intervention de l'Etat (par le biais des municipalités) se réduit considérablement. De plus les ressources externes traditionnelles constituées par les salaires gagnés dans les villes (y compris le pôle régional : Tizi-Ouzou) ne sont plus garanties et déjà se dessine un mouvement de reflux de jeunes diplômés, d'exclus du système éducatif, et de salariés ayant perdu leurs emplois. Reste les ressources de l'émigration. Il faudrait encore pouvoir les capter au profit de toute la communauté. Cette situation a, nous semble-t-il conduit les associations et les comités de villages à " réinventer " la tradition, à gérer cette irruption du politique sur la scène villageoise, et à penser une acclimatation des instruments nouveaux en terme d'organisation dans le cadre de ce mouvement de retraditionalisation qui retissent des repères et recodent les significations du changement. L'observation sur le terrain conforte cette hypothèse particulièrement au moment des affrontements de mai à juin 2001, où les

instances villageoises finissent par devenir les seuls cadres de médiation dans l'urgence.

Cette évaluation de Ali Zamoum, vieux militant du PPA/MTLD, président d'une association d'envergure wilayale, résume de notre point de vue toute la problématique du rapport vieux cadres de la société kabyle et nouveaux modes d'organisation " Les djemaas, explique t-il étaient des organisations de solidarité. Elles avaient compris la nécessité de s'organiser même si je ne me souviens pas de solidarité intervillage. Notre société est fractionnée ; chacun vit dans son village. L'esprit de Tadjemat n'est plus pareil. Le terme de comité de village est impropre, il est plus juste de l'intituler " assemblée ". Un comité signifie qu'il n'y a que quelques uns qui dirigent. Il faut bannir cette expression. D'ailleurs nous l'avons toujours appelé Tadjemat (assemblée). Je trouve que c'est bien comme ça."

Dans l'esprit des acteurs se dessine une ambiguïté qui est bien exprimée dans ces propos à savoir que les vieux cadres ne peuvent pas, dans la situation actuelle, être reconduits en l'état mais il y a tout de même recherche de restauration de l'essence. Dans le fonctionnement observé le comité de village peut, comme nous l'avons relevé plus haut, recouvrir au schéma traditionnel (représentation des lignées par des membres adultes chefs de familles) tout en innovant par des modalités visant à surajouter une instance plus moderne : l'assemblée générale de village. Cette dernière regroupe tous les villageois adultes avec cependant une primauté pour les membres ayant statut de chefs de familles ou d'âge avancé ce qui signifie déjà que le caractère gérontocratique propre à la Tadjemat est reconduit même s'il est contesté par les jeunes. Ainsi lors de notre passage au village Boudel (commune d'Iferhounéne) un associataire d'Azzar (association culturel) étudiant de son état exprime devant un membre du comité de village la nécessité d'une participation des jeunes à la prise de décision au sein de l'assemblée générale du village en mobilisant son argumentaire dans le registre " démocratique " moderne. La réplique du membre de comité de village s'inspirant d'un registre plus traditionnel est déclinée ainsi : "si toi tu donnes un avis même s'il est bon et que ton père soutien le contraire, c'est lui qui aura raison devant l'assemblée du village ". Ce propos souligne par ailleurs la nature des hiérarchies au sein de ces organisations villageoises qui montre que les structures de type familial enveloppent les expressions individuelles. Ces organisations villageoises sous la forme informelle du comité innovent dans le fonctionnement en recourant à des modalités tenant de la bureaucratie moderne. Tous les comités que nous avons pu approcher tiennent des registres de compte rendus de réunions, d'enregistrement des correspondances, des décisions prises, et surtout des affaires de différents portés devant eux par les villageois avec les suites qui leur sont réservées. En fait, donc, nous sommes en présence d'une véritable débauche d'énergie qui donne une certaine formalisation à ce qui apparaît comme un mode d'organisation mixte. Le comité de village se donne une légitimité de type communautaire. Les assemblées élues au niveau des communes ont entrepris une politique tendant non seulement à reconnaître ces

comités mais aussi à en faire des interlocuteurs privilégiés. Il convient de noter aussi que ces comités strictement confinés au sein des frontières de chaque village mettent en œuvre des dynamiques de captation des moyens pour l'équipement, l'entretien et le développement des villages. Cela peut se faire auprès des collectivités publiques locales ou par la mobilisation de réseaux moins formalisés comme l'émigration ou les bourgeoisies locales implantées dans les villes. En toute probabilité les dynamiques villageoises (très différentielles) sont soutenues aussi par des relais au sein des notabilités politico-administratives locales ou nationales issues du cru. Enfin on notera avec attention le fait qu'en cours d'enquête les acteurs rencontrés ont de façon systématique occulté le poids des tensions politiques qui ont marqué l'espace villageois pour insister sur la cohésion du groupe. La remobilisation des qanouns reliftés sous forme de règlements intérieurs opposables à tous semblent être la seule parade des groupes villageois à la dissociation par le politique.

Reste à comprendre les rapports du comité de village et de l'association culturelle (regroupant les jeunes). Ils sont à notre avis des rapports de subordination et cela de plusieurs manières. Le comité de village jouit d'un droit de regard sur les activités de l'association Il est très souvent représenté dans son bureau. Il lui apporte une aide matérielle ou logistique (domiciliation dans un local du village) dont il contrôle l'utilisation. Mais il instaure une frontière intangible dans la mesure où il ne tolère aucune intervention concurrente de l'association dans les affaires du villages c'est à dire dans sa gestion. Une association aussi active et imaginative comme Tagmats du village Taqua (commune de Ait-Yahya, Ain El Hammam) évite très soigneusement d'inscrire une activité qui empiéterait sur les attributions de l'instance villageoise. Les tensions entre les deux types d'acteurs sont très vives, très intenses mais très sourdes, et gérées au plus près par le comité de village qui à notre sens ne laisse aucune marge significative aux jeunes associataires. En fait l'espace associatif apparaît ici comme un espace concédé par la communauté villageoise mais très nettement contrôlé par elle. Les jeunes souvent au chômage ou sans activité ludiques et culturelles... Sont perçus comme un potentiel subversif de l'ordre communautaire mais jouissant tout de même de certaines compétences ne serait ce qu'en vertu du savoir acquis. L'association est une occupation et du fait de son encadrement par la communauté, un instrument d'intégration aux valeurs du groupe villageois. De plus, de part son statut, elle fonctionne aussi comme un médiateur avec l'extérieur notamment avec les institutions officielles pour une possibilité de capter de maigres ressources. L'activité de l'association hors de l'espace villageois est par ailleurs perçue comme un bon vecteur de mise en visibilité du village c'est à dire de sa représentation et donc de sa reconnaissance en tant que tel. Dans les propos et les comportements des acteurs de la vie associative locale il semble bien que ce compromis soit bien intégré. Parmi les menaces sur l'ordre villageois deux sont citées comme les plus inquiétantes : une circulation de plus en plus importante de la drogue et une consommation de l'alcool en hausse. Ces phénomènes sont des indicateurs du changement

économique et social en cours qui déstabilisent les communautés villageoises dans la mesure où ce type de déviance à une telle échelle menace les fondements du lien social d'autant que les réseaux de dealers sont installés dans ce qui est devenu une petite ville de montagne : Ain El Hammam.

De jeunes membres d'associations locales tout en relevant les faits et en se proposant d'initier des actions de prévention ou de prise en charge (cellule d'écoute par exemple) délivrent un discours de réarmement par la réactivation de la tradition. Ainsi, un enseignant de lycée membre d'une association dans la Commune d'Illitene tout en dénonçant le peu d'efficacité des institutions officielles contre les réseaux de vente de la drogue n'en explique pas moins le phénomène par le fait " qu'on a délaissé la tradition "Le président d'une autre association au nom évocateur pourtant (" Universalis " village Aourir) résume tout le processus complexe de négociation -transaction dans lequel s'inscrit l'action associative. Il admet en effet que les associations sont confrontées à une pesanteur de la vie villageoise en affirmant " il y a encore au niveau villageois des carcans "mais en ajoutant avec une ferme conviction cette sorte de sentence récurrente chez un grand nombre d'acteurs : " la modernité oui ! Mais il ne faut pas qu'elle remette en question la norme villageoise. Une nécessaire ambiguïté apparaît comme un élément structurant.

Nos observations indiquent de façon générale que cela vaut aussi pour les élites locales (voir le mouvement de contestation identaire). C'est aussi le cas des élus locaux dont un grand nombre est pourtant diplômé de l'enseignement supérieur (cas des présidents et vice-présidents des APC de Ain El Hammam, Ait-Yahya, Illiten...). Ces élites promues par le savoir dans le cadre des valeurs globales de l'Etat-Nation (dont les partis politiques auxquels ils peuvent appartenir mettent en avant le principe) mobilisent le communautaire dans une démarche tendant à revendiquer plus de participation au niveau global. La situation des années 2001 à 2003 systématise cette posture chez l'ensemble des acteurs qui se donnent de la visibilité sociale et politique.

Pour compléter ce tableau nous donnerons un autre exemple qui montre comment en fait les villages de la montagne kabyle, malgré un dynamisme endogène tendant à endiguer les effets des temps de crise se voient tout de même mis en face de phénomènes qui débordent les instruments de gestion sociale qui, vaille que vaille, sont mis en avant.

Traditionnellement il existe des tabous justifiés soit par l'éthique religieuse soit par l'ethos social (qui peut s'en inspirer aussi). C'est le cas bien entendu des atteintes à l'honneur mais aussi du suicide. Leur gestion relève généralement des communautés villageoises qui ne leur donnent jamais de visibilité tant celle-ci est jugée attentatoire à la cohésion des groupes. Mal assumé, le suicide réfère d'abord à une rébellion individuelle contre la communauté, qui est placée dans une posture d'impuissance. L'on sait que ce phénomène n'est pas nouveau dans le sens où des cas de suicide ont toujours été signalés y compris dans les villages de montagne. Mais traditionnellement les communautés villageoises arrivaient à cacher ces « affaires » et le silence et l'oubli se refermaient assez rapidement sur

les victimes et leurs familles. Se donner la mort est la pire épreuve sociale, c'est aussi une manifestation d'incapacité du groupe à influencer sur les destinées de ces membres.

Or dès 1999 et plus systématiquement 2000 non seulement le nombre de suicide se multiplie mais ce phénomène devient très visible. Alors que l'on s'accordait généralement (en l'absence de données précises) à penser que ce phénomène est plutôt propre à des milieux sociaux déstructurés, peu contrôlés socialement et urbains de façon privilégiée, les données montrent tout à fait le contraire<sup>18</sup>.

En premier lieu l'on constate une montée en puissance du recours au suicide dans la Wilaya de Tizi-Ouzou. Pour la seule année 2000 le nombre de cas connus et déclarés comme tels est de 93. Il faut y ajouter tous les cas non déclarés comme suicide et ceux qui ne sont pas du tout connus. En outre les tentatives de suicide ne sont pas recensées alors qu'elles doivent être au moins aussi importantes. En 2001, pour les 10 premiers mois de l'année 63 cas sont recensés. Le taux moyen d'incidence de ce phénomène (suicide / 10 000 habitants) est de l'ordre de 8,3 pour la wilaya de Tizi-Ouzou. <sup>19</sup> Ce qui est un taux relativement élevé. Par ailleurs la tendance ne s'est pas infléchi au moment des événements de Kabylie en avril- juin 2001, alors qu'on aurait pu penser que la contestation ouverte pouvait servir de tremplin, et que la remise en activité de beaucoup de comités de villages reconstruisait des balises pour resserrer le contrôle social et dissuader les candidats au suicide. Apparemment les données montrent que c'est l'inverse qui se produit. La situation de crise ouverte n'est pas un facteur modérateur, au contraire. C'est même au cours des mois de juillet- août- septembre et octobre 2001 que l'on enregistre le plus de cas de suicide.

Sur le plan de la répartition géographique le phénomène touche plus les milieux montagneux que ceux de la vallée du Sebaou et plus précisément le milieu urbain. Le village de la montagne kabyle est l'espace où l'on se suicide le plus.

---

<sup>18</sup> A partir des données du Comité de Prévention et de Lutte contre le Suicide de la Wilaya de Tizi-Ouzou dans lequel nous étions membre consultant.

<sup>19</sup> Selon le Rapport de la CPLS de la Wilaya de Tizi-Ouzou et Rapport du Dr A. Tibiche. Epidémiologie et prévention du suicide. 2001. Le taux d'incidence est à titre d'exemple de 20 pour la France, 17 pour l'Allemagne, 8 pour le Portugal....

**Taux d'incidence des décès par suicide selon la commune d'origine (Wilaya de Tizi-Ouzou)<sup>20</sup>. 2000 et 10 premiers mois de 2001.**

Communes	Nombre de suicides		Population totale	Taux d'incidence (pour 10 000 habts)	
	2000	2001		2000	2001
Ouaguenoun	7	2			
Boudjima	5	1			
Makouda	3	1			
Mizrana	3	0			
Aït-Aïssa Mimoun	3	1			
Tigzirt	0	2			
Ifissen	0	1			
<b>Secteur sanitaire de Tigzirt.</b>	<b>19</b>	<b>08</b>	<b>131 018</b>	<b>14,6</b>	<b>6,1</b>
Aïn-El-Hammam	7	5			
Aït-Yahia	4	2			
Abi-Youcef	2	0			
Iferhounéne	2	4			
Imsouhal	1	0			
Illilten	1	2			
Aït-Boumahdi	1	0			
Iboudraréne	1	0			
Akbil.	1	1			
<b>Secteur sanitaire de Aïn-El-Hammam.</b>	<b>20</b>	<b>14</b>	<b>170 084</b>	<b>11,8.</b>	<b>8,2</b>
Tizi-Rached	5	1			
Larbaa-Nath-Irathen	3	6			
Irdjen	2	1			
Aït-Agouacha	0	1			
<b>Secteur Sanitaire de LNI</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>107 191</b>	<b>9,3</b>	<b>8,3</b>
Tizi-Ouzou	7	6			
Beni-Douala	2	1			
Aït-Aïssi	2	0			
D-B-Khedda	0	1			
Tadmaït	1	2			
Sidi-Naamane	1	2			
Tirmitine	2	0			
<b>Secteur sanitaire de Tizi-Ouzou.</b>	<b>18</b>	<b>12</b>	<b>293 126</b>	<b>6,1.</b>	<b>4</b>
Oued Kasri	3	2			
Tzi-Ghenif	2	3			
M'kira	1	3			
Frikat	1	0			
Draa-el-Mizan	0	3			
<b>Secteur sanitaire de Draa-El-Mizan.</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>153 330</b>	<b>4,6</b>	<b>7,1</b>
Illoula	3	2			
Azazga	3	2			
Ifigha	1	0			
Yakouren	1	0			
Soumaa	1	1			
Bouzeguéne	0	1			
Mekla	0	1			

<sup>20</sup> Rapport de la CPLS de la Wilaya de Tizi-Ouzou...op. cit. p 13.

<b>Secteur Sanitaire d'Azazga.</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>228 021</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>
Maatkaas	2	2			
Mechtras	1	1			
Boghni	1	1			
Souk-El-Thenine	1	0			
Bounouh	1	1			
Tizi N°Tleta	6	2			
<b>Secteur sanitaire de Boghni</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>203 194</b>	<b>2,9</b>	<b>3,4</b>
Azzefoun	1	2			
Ait-Chafaa	1	0			
Timizart	0	1			
<b>Secteur sanitaire d'Azzefoun.</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>78 244</b>	<b>2,6</b>	<b>3,8</b>
Autres	1				
<b>Total.</b>	<b>92</b>	<b>71</b>	<b>1 122 224</b>	<b>8,2.</b>	<b>6,3.</b>

A travers ce tableau, plus complet pour 2000, on peut remarquer que ce sont les régions de Tizirt et de Ain-El-Hammam qui présentent le taux d'incidence le plus élevé.

Pour le moment il n'est pas encore possible de donner une explication très précise. Mais il n'est pas indifférent que le milieu de montagne le plus enclavé soit le plus touché par le suicide. De plus la tendance est à une installation de ce phénomène dans la durée. Le milieu villageois de haute montagne se présente donc comme celui où le risque de suicide est en moyenne deux fois plus élevé par rapport aux autres localités de la région kabyle.

Les données montrent par ailleurs que dans 50% des cas en moyenne le suicide est le fait des célibataires contre 27% pour les sujets mariés. Les hommes célibataires de moins de 30 ans recourent plus au suicide que les femmes dans la même situation (49% contre 34%). Mais le divorce est cause de suicide plutôt chez les femmes que les hommes (9,1% contre 4%).

Globalement les tranches d'âge les plus touchées par le suicide sont celles des 25-29 ans et 30-35 ans. Les hommes dans ces tranches d'âge se suicident plus que les femmes.

En gros l'on retrouve une constante : un recours moins important chez les femmes qui sont plus soumises à la pression du groupe dans la mesure où dans le milieu villageois kabyle, une femme qui se suicide suscite plus de réprobation pour son entourage. En effet le geste est souvent assimilé à une dissimulation d'une atteinte à l'honneur. Dans la représentation courante en milieu villageois le suicide d'une femme correspond toujours à une volonté de se soustraire au jugement de la communauté. Alors qu'à l'inverse le suicide chez l'homme est plutôt rattaché à d'autres raisons et il est en tout cas lié à des aspects que la communauté accepte dans l'ordre de l'avouable.

Dans l'économie générale de ce phénomène la corrélation avec les changements de la dernière décennie du 20<sup>e</sup> siècle semble être un facteur important du suicide. La zone de Aïn El Hammam est celle où on recense un taux de chômage de l'ordre de 50% avec des horizons incertains au plan

économique et social<sup>21</sup>. C'est aussi celle où les associations s'inquiètent le plus de l'émergence des phénomènes de déviance avec une conscience et une inquiétude toujours soulignées dans les propos des acteurs enquêtés.

Dans le fond il est possible de penser que les espaces montagneux se présentent comme des espaces qui offrent le moins d'espoir d'intégration et d'ascension sociales pour les jeunes arrivés à l'âge du travail et du mariage.

## **Conclusion.**

C'est un milieu montagnard en profonde recomposition qui est observable au début des années 2000. Des transformations y sont lisibles au plan sociologique. L'une des plus importantes est cette capacité à entretenir des dynamiques dans la vie villageoise. Ces dernières tout en captant les instruments de modernisation remobilisent des éléments de la tradition mais dans une situation de crise qui requalifie la communauté villageoise comme refuge et espace d'attente. Ainsi toutes les dynamiques sont nouées autour de la recherche d'un équilibre précaire entre de nécessaires et inévitables transformations et l'impérieux besoin de se conserver.

Enveloppés de toute part par des phénomènes redoutables qui déjouent le poids de la communauté, les villages kabyles de la haute montagne restent rivés aux ressources de plus en plus érodées qui lui parviennent de son environnement national et de sa vieillissante immigration.

Plus les espoirs d'une réhabilitation par le développement économique s'éloignent plus les ressorts intérieurs encore disponibles sont sollicités. Les paradoxes de cette montagne offrent une image trompeuse. La formidable transformation du cadre bâti villageois et la densité exceptionnelle du parc véhicule ainsi que l'essaimage du commerce renvoient une image d'opulence alors qu'en réalité les facteurs réels et chiffrables qui peuvent témoigner d'une bonne santé économique et sociale sont à l'inverse très inquiétants. La flambée du suicide désormais ingérable dans les canons traditionnels mais aussi la généralisation de la circulation de la drogue, pointent un craquement d'un édifice social mis à mal par l'effondrement des ressources stables.

---

<sup>21</sup> Un tiers des suicides est le fait d'individus sans niveau d'instruction. Plus le niveau d'instruction augmente plus le taux de suicide baisse (14% pour le niveau moyen, 8% pour le niveau secondaire)